

l'Anticapitaliste

n°377 | 30 mars 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE LES POLITICIENS LEURS AFFAIRES LEURS PRIVILÈGES

VOTONS POUR L'UN D'ENTRE NOUS, PHILIPPE POUTOU

Dossier

Nos vies, pas leurs profits!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le capitalisme, c'est la fraude!
Page 2

PREMIER PLAN

**Guyane: «Le résultat d'une
situation coloniale»**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Irak: Mossoul, ville martyre
Page 10

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Laurence
De Cock sur l'école**
Page 12



Par ARTHUR MACHEATH

Le capitalisme, c'est la fraude!

« Qui est le plus grand criminel: celui qui vole une banque ou celui qui en fonde une? », interrogeait l'auteur de théâtre Bertolt Brecht. Très bonne question...

En début d'année 2017, l'ONG Oxfam avait révélé que 8 personnes détiennent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Un système économique construit pour profiter aux plus riches, est à l'origine de ces inégalités. Les grandes banques sont un élément clef des stratégies qui permettent aux plus riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt. Elles utilisent largement les paradis fiscaux, comme l'ont révélé des scandales récents tels que les Panama Papers.

Oxfam vient de publier une nouvelle étude sur le rôle tenu par les paradis fiscaux dans les activités des 20 plus grandes banques européennes, parmi lesquelles BNP Paribas, Deutsche Bank, HSBC, Société Générale, etc. Le constat est clair: 1 euro sur 4 de leurs bénéfices est enregistré dans un paradis fiscal, soit un total de 25 milliards d'euros pour la seule année 2015. Ces banques déclarent un quart de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux... mais seulement 7% de leurs employés...

Et sur ces bénéfices, elles ne payent des impôts qu'à un taux très réduit, voire pas du tout. Les banques se vantent d'avoir des activités utiles à l'économie. Oui, quelques-unes... mais ce ne sont pas les plus rentables. Elles sont gangrenées pour la plupart par leurs activités spéculatives ou leur rôle dans l'évasion fiscale. Les banques européennes réussissent ainsi l'exploit de réaliser 628 millions d'euros de bénéfices dans des paradis fiscaux où elles n'emploient personne. Aux îles Caïman (territoire de la mer des Caraïbes dépendant du Royaume-Uni), la BNP réalise 134 millions de bénéfices, le tout sans employé et sans payer d'impôts. Quel rôle économique utile peut-elle alors y jouer?

Des milliards s'évaporent ainsi. En France, la perte due à l'évasion fiscale des entreprises et des particuliers est estimée entre 60 et 80 milliards d'euros, soit plus que le budget de l'Éducation nationale. Décidément, capitalisme et fraude sont intrinsèquement liés, et le système bancaire joue un rôle décisif dans ces circuits opaques.

Exproprier les banquiers, socialiser les banques sous le contrôle des salariées et de la population, les mettre au service d'une planification sociale et écologique, c'est une nécessité incontournable. Et c'est un élément central du programme de Philippe Poutou.

Fillon a dû se sentir soulagé quand les embauches des filles de Bruno Le Roux ont été révélées... Il n'est donc plus le seul à avoir fait travailler sa famille proche pour des salaires mirobolants. Tout du moins à ce que ça se sache publiquement! En effet, le désormais ex-ministre de l'Intérieur a embauché comme assistantes parlementaires ses filles âgées de 15 et 16 ans pour la modique somme de 55 000 euros... alors que celles-ci étaient soit en Belgique soit en cours.

Mais ils ne sont pas les seuls. Même Le Pen, qui n'a de cesse de dénoncer l'« UMPS » pour prouver qu'elle est « hors système », est embourbée dans des déboires judiciaires et doit faire face à des accusations de corruption généralisée, sans oublier les emplois fictifs d'assistants de députés européens du FN. Cerise sur le gâteau, sa rencontre officielle avec Poutine le 24 mars dernier, a remis sur le devant de la scène l'ingérence de la Russie dans la campagne du FN qui a profité, rappelons-le, de deux prêts russes en 2014. Et Macron lui-même, l'innocent chevalier blanc, n'est pas bien transparent concernant son patrimoine...

On le voit, ces politiciens professionnels ont tous la même logique: profiter du système et des privilèges qu'ils peuvent s'offrir à eux-mêmes ou à leurs proches. Il y a urgence pour en finir avec ce système, avec leur pseudo-démocratie...

Leur « démocratie » et la nôtre

On le voit chaque jour, leur système politique n'a rien de démocratique: les partis politiques institutionnels sont interchangeable, et les politiciens n'aspirent qu'aux postes de gestion des affaires de la grande bourgeoisie. Le président est élu tous les cinq ans... et, une fois élu, il est irresponsable et peut sans problème n'honorer aucune promesse électorale, voire faire l'inverse...

Les députés sortent des grandes écoles de l'administration, ou sont avocats ou médecins, quand ils ne sont pas directement des hommes d'affaires, comme la dynastie des Dassault. Ces députés sont des hommes à 74% et « blancs » à 98%. Ils sont eux aussi inamovibles pour cinq ans, touchent des revenus mirobolants. Ils ne nous représentent en rien.

Contre les politiciens, leurs affaires et leurs privilèges, votons pour l'un d'entre nous, Philippe Poutou

Dans une campagne instable et imprévisible, chaque semaine apporte son lot de nouvelles affaires. Et aucun candidat se voulant « anti-système » ne semble épargné...

Tous pourris:

LES CANDIDATS QUI DONNENT ENNIE D'ALLER A LA PÊCHE!



Lorsque certains d'entre eux ont des scrupules à voter des mesures trop impopulaires, le président de la République et le Premier ministre ont dans leur arsenal un article, le 49.3, pour clouer le bec à la chambre des députés. Une belle caricature de « démocratie » dont nous avons eu l'exemple avec la loi Macron (à trois reprises) et au printemps dernier avec la loi El Khomri.

Dans cette campagne, Philippe Poutou défend des exigences démocratiques élémentaires: suppression de la présidence de la République et de ses pouvoirs exorbitants, suppression du Sénat (cette assemblée de notables élus par les notables), proportionnelle intégrale, droit de

vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs, interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs dans la même fonction, indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé... Et pour commencer à mettre en œuvre ces mesures, une exigence démocratique élémentaire est de commencer par mettre à bas cette 5^e République.

Représentons-nous nous-mêmes!

Licenciements, organisation du travail dans les entreprises et les services, destruction des services publics de santé, d'éducation,

de transports, nucléaire, grands projets destructeurs comme le barrage de Sivens ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes... Nous n'avons le contrôle de rien, nous ne décidons de rien... mais nous subissons lourdement les conséquences de décisions que nous imposent ceux qui ont réellement le pouvoir: les dirigeants des grands groupes capitalistes et des banques qui échappent à tout contrôle public.

Dès lors, il n'y a pas de demi-mesures possibles. Si nous voulons réellement changer nos conditions de vie quotidiennes, nous devons confisquer à ces quelques dizaines de milliers de profiteurs le contrôle du pays et de nos vies. Exproprier les banques qui ont aujourd'hui le pouvoir d'immobiliser et de mobiliser toutes les ressources financières qui, au bout du compte, sont le produit de notre travail. Instaurer un monopole bancaire, public et transparent, contrôlé en permanence. Exproprier les grands groupes capitalistes qui nous imposent leur productivisme destructeur. C'est à la population elle-même de contrôler et de décider des grands choix de production, en fonction de nos besoins réels et en préservant l'environnement et les conditions de vie des générations futures.

Les propositions que nous faisons ne seront mises en œuvre que si nous prenons nous-mêmes nos affaires en main, en cessant d'être bâillonnés par ces professionnels de la politique, étrangers au monde du travail mais habiles pour tenter de récupérer nos voix et parler en notre nom. C'est à nous, les exploités, de nous représenter nous-mêmes. C'est tout le sens de la candidature de Philippe Poutou.

Sandra Demarcq

BIEN DIT

Dans cette période troublée par les guerres, la direction SNCF, avec la complicité des pouvoirs publics, multiplie les mesures d'expulsion des demandeurs d'asile dans les gares et autres ensembles immobiliers lui appartenant. SNCF, deuxième propriétaire foncier du pays avec plus de 12 millions de m² repartis sur 27 000 bâtiments et 20 000 hectares d'emprises foncières dont beaucoup sont vides suite aux stratégies d'abandon du Fret et des Trains d'équilibre du territoire, fait donc le choix de l'inhumanité en livrant à la rue les populations fuyant la guerre, la misère, la faim, la mort. (...) Ouvrir nos locaux permettrait de ne pas condamner ces familles à l'errance, à être entassées dans des camps dans des situations sanitaires et de précarité indignes d'un pays comme le nôtre. Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités et organiser un accueil digne en pesant sur toutes ses composantes administratives et industrielles...

Extrait d'un communiqué de presse de SUD-RAIL, «SNCF et le devoir d'humanité», du mardi 28 mars

GUYANE



DR

« Le résultat d'une situation coloniale »

Entretien. Fabien Canavy est secrétaire adjoint du MDES (Mouvement pour la décolonisation et l'émancipation sociale). Avec lui, nous revenons sur la mobilisation qui secoue la Guyane depuis quelques jours.

Quelle est ton appréciation du mouvement actuel?

C'est un mouvement qui touche toute la Guyane. Il est parti d'une revendication sur l'insécurité qui est pour nous une conséquence de la façon dont notre pays est traité depuis des centaines d'années. C'est le résultat d'une situation coloniale où l'on ne met pas de développement, où l'on ne met pas de l'éducation et qui conduit au chômage de masse et à toutes sortes de déviances: insécurité, trafic de drogue, alcool, suicide (notamment chez les jeunes autochtones).

On assiste aujourd'hui à un mouvement de grande ampleur qui s'interroge sur les causes. Par exemple, ce barrage sur le rectorat, pour l'éducation, pour des constructions scolaires (il faut construire 5 lycées, 10 collèges et 500 places en primaire d'ici à 2020), pour des programmes liés aux réalités de la Guyane, pour plus d'enseignants, des classes avec moins d'effectifs, un enseignement de qualité, et des enseignements en langues maternelles (il y a au moins 6 nations autochtones en Guyane, 4 groupes Bushinengé [descendants d'esclaves qui ont marronné,

etc.) qui touche toutes les composantes de la société.

Et il y a un glissement des protestations du départ vers la recherche des causes et donc des solutions à la situation désastreuse actuelle. C'est un mouvement très positif qui est en train de se renforcer et il faut être vigilant, face au gouvernement qui va essayer de le fissurer, le diviser et l'affaiblir.

Des revendications qui remontent de toute la Guyane, c'est un mouvement assez inédit...

Oui et non. Oui par son ampleur, mais en Guyane, à peu près tous les 10-15 ans, il y a des mouvements sociaux où l'on voit surgir des revendications de toute nature, logiques et naturelles, de la part de populations qui souffrent dans leur quotidien à cause de leur conditions de logement, de l'absence de travail, et de la négation de leur culture. Du coup, des revendications de départ concernant l'insécurité, on assiste aujourd'hui à la remontée de multiples revendications.

En quoi consiste le collectif « Pou Lagwiyan dékolé » (« Pour que la Guyane décolle »)?

C'est une fédération des collectifs qui essaie d'organiser les différentes revendications qui viennent de partout: associations, syndicats de profs, EDF, collectifs étudiants, lycéens et citoyens (Sic) qui sont actifs sur toute la Guyane,

Un monde à changer

QUAND LE TRAVAIL DÉRÈGLE L'HORLOGE BIOLOGIQUE... On dort moins longtemps et moins bien, en France comme dans l'ensemble des pays industrialisés, où les rythmes de vie et de travail, en particulier de nuit et en horaires décalés, perturbent notre horloge biologique au péril de notre santé. Cela alerte des spécialistes, interrogés par l'AFP avec plusieurs patients. Ainsi, plus de la moitié des Français ne dorment pas assez et près d'un tiers déclarent souffrir d'au moins un trouble du sommeil. 16% souffrent d'insomnie chronique, tandis que 73% disent se réveiller au moins une fois par nuit environ trente minutes et 28% somnoler en journée, selon l'Institut national du sommeil et de la vigilance (INSV), initiateur de la Journée du sommeil en France¹. «*La performance est devenue un impératif socioculturel qui, ajouté au développement des écrans, d'internet et des réseaux sociaux, dérègle totalement l'horloge biologique. On peut être sur le pont à toute heure*

du jour et de la nuit, sept jours sur sept, avec comme conséquence un manque chronique de sommeil ou une insomnie», déplore Joëlle Adrien, neurobiologiste et présidente de l'INSV. «*Lorsqu'ils ne respectent plus l'alternance vitale éveil/jour, sommeil/nuit, les rythmes et organisations de travail perturbent complètement notre sommeil, avec un coût social et de santé considérable»,* ajoute-t-elle. Maladies cardiovasculaires, cancers, en particulier du sein chez la femme, surpoids, diabète... : «*Les répercussions du manque de sommeil sur la santé sont graves»,* confirme à l'AFP le professeur Damien Léger, responsable du centre du sommeil et de la vigilance à l'Hôtel-Dieu (AP-HP Paris-Descartes). Les travailleurs de la nuit et ceux qui sont en horaires décalés (qui changent chaque semaine, voire d'un jour à l'autre...) sont évidemment les plus touchés. Dormir, se reposer, pour ne pas perdre sa vie à la gagner...

1 - www.journeesommeil.org

Certains économistes néolibéraux sont des adeptes de la «*théorie du ruissellement*» : les revenus des plus riches contribuent, directement ou indirectement, à l'activité économique générale et à l'emploi dans le reste de la société. Conséquence : leur faire payer des impôts élevés est plus nuisible qu'utile car cela briderait l'initiative économique et, que de toute façon, ce que les riches gagnent finit par profiter à tout le monde.

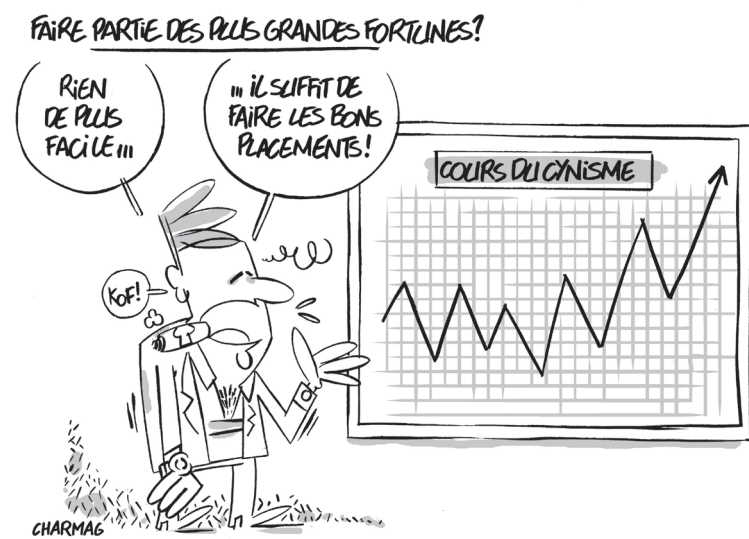
À ce compte-là, la situation de la France ne peut que s'améliorer : d'après un classement publié par le magazine américain *Forbes*, la France compte 39 milliardaires, dont 30 se sont enrichis depuis l'année dernière. Les riches sont donc de plus en plus riches. Le premier au classement est Bernard Arnault (groupe LVMH) avec à peu près 40 milliards d'euros : le héros (involontaire) du film de François Ruffin *Merçi patron!* semble donc se porter à merveille. Il devance Liliane Bettencourt (groupe L'Oréal) avec 38 milliards d'euros. Avec à la troisième place, Serge Dassault (15 milliards d'euros), etc.

Forbes note une proportion d'héritiers plus élevée que dans d'autres pays parmi les milliardaires français : si la part d'héritiers est de 50% en moyenne, elle atteint 70% en ce qui concerne les dix premiers : pour être milliardaire, mieux vaut ne pas partir de rien, on l'aurait deviné...

40 milliardaires... 40 voleurs? Plutôt que de faire «*ruisseler*» leur argent, la principale préoccupation des milliardaires est de l'accroître et

RICHESSES Des milliardaires bien de chez nous...

Les cinq premières fortunes françaises représentent à elles seules 116 milliards d'euros. Au total, la France compte 39 milliardaires. La richesse, ce n'est pas seulement l'argent et le luxe, c'est aussi, dans la société capitaliste, le pouvoir...



de créer les conditions pour qu'on ne vienne pas y toucher. À cette fin, outre leurs liens directs avec la sphère politique, ils sont fortement présents dans la presse : Dassault contrôle *le Figaro*, Drahi (SFR) a investi dans *Libération*, BFM et RMC, Xavier Niel (Free) dans *le Monde* et *le Nouvel observateur*, Bernard Arnault dans *les Échos*, Bolloré dans le Groupe Canal +... Ils jurent leurs grands dieux de

respecter la liberté des rédactions, mais ils imposent des compressions de personnel et, si nécessaire, ils savent intervenir, comme le raconte la journaliste Aude Lancelin virée de *l'Obs* au moment du mouvement contre la loi travail. La richesse, ce n'est pas seulement de l'argent, des résidences somptueuses, des œuvres d'art, c'est aussi du pouvoir! Ces milliardaires n'hésitent pas non plus devant toutes les petites

combines d'évasion et de fraude fiscale. À cette fin, ils bâtissent des édifices compliqués permettant de dissimuler ou de délocaliser une partie de leurs avoirs et bénéfices. Serge Dassault a ainsi été condamné en février dernier pour avoir dissimulé au fisc des dizaines de millions d'euros dans des comptes au Luxembourg et au Liechtenstein.

Les milliardaires ne sont pas un épiphénomène, comme voudraient nous le faire croire certains journalistes. Leur fortune démontre que de l'argent, il y en aurait pour faire face à l'urgence sociale. Ainsi, le budget total du RSA qui est de 10 milliards d'euros : avec 10% de la fortune des cinq plus riches, on pourrait le doubler! Mais ce n'est pas qu'une question d'argent : être riche, c'est d'abord le pouvoir économique de licencier et de décider – en fonction des perspectives de profit – ce qui doit être produit et ce qui ne doit pas l'être... même si ce serait plus utile. Enfin, la richesse permet aussi d'influencer la politique... et pas seulement en offrant des costumes sur mesure!

Henri Wilno

de Maripa-Soula, de Camopi, de Saül (les communes dites isolées car on ne peut y aller qu'en pirogue ou en petit avion). On espère que ce collectif des collectifs organise les revendications, mais fasse aussi en sorte que la mobilisation se maintienne!

Quelle est la place du MDES dans ce mouvement?

Nous l'accompagnons de toutes nos forces, avec tous nos moyens, aussi bien par notre présence active sur les barrages que par nos prises de parole, par nos publications. Nous avons un tract qui s'appelle BIDIM, où l'on explique que le MDES connaît depuis 25 ans les causes de la grogne, et que ce qui nous arrive était prévisible. Et il s'agit de s'attaquer au mal par la racine, en grande partie liée à la situation coloniale en Guyane.

Que pense le MDES de la délégation interministérielle qui est arrivée en Guyane?

C'est une marque de mépris du gouvernement français et aussi une manière de diviser, car nous voyons bien que certains secteurs vont essayer de négocier leur bout de gras avec la délégation. C'est préjudiciable au mouvement.

Le mouvement pourrait-il se diviser de cette façon?

La garantie du mouvement, c'est l'engagement populaire, et nous l'avons déjà vu en 2008 pendant les grandes manifestations contre la hausse des prix du carburant [la Guyane avait été bloquée pendant deux semaines en fin d'année 2008, inspirant ensuite le LKP de Guadeloupe en 2009]. La population y avait été le garant du maintien de la mobilisation, alors que les transporteurs routiers voulaient se retirer du mouvement car il avait eu une satisfaction partielle. La population avait dit «*Non, vous restez sur place car nous avons demandé plus!*» Et c'est ce qui s'est passé...



Un barrage lundi 27 mars, premier jour de grève générale. DR

Quels sont les ministres attendus en Guyane?

C'est le collectif des 500 frères qui a demandé la venue des ministres de l'Intérieur, de la Santé, des Finances et de l'Agriculture, pour traiter des problèmes de fond que nous connaissons.

Un dernier mot?

Je souhaite que l'enthousiasme se maintienne, car aujourd'hui nous n'avons pas le droit d'abandonner le peuple guyanais qui se mobilise sur les barrages.

Propos recueillis par Leila Soula

Le chiffre +32%

C'est l'augmentation du nombre de chômeurEs (toutes catégories confondues) durant le quinquennat Hollande: de 4 960 000 en mai 2012 à 6 560 900 aujourd'hui. Ce sont les catégories B (moins de 78 heures de travail dans le mois) et C (plus de 78 heures dans le mois) qui progressent le plus. La Guyane a un taux de chômage supérieur à 22%, deux fois supérieur au taux de la métropole...



Agenda

Jeudi 30 mars, réunion publique du Collectif «Pour un premier tour social», Nanterre. Avec Michaël Wamen (CGT Goodyear), Gaël Quirante (Sud PTT 92) et des représentantEs des collectifs Touche pas à ma ZEP et Urgence notre police assassine, à 18h30, au 53, boulevard du Général-Leclerc.

Samedi 1^{er} avril, manifestation «Nos droits contre leurs privilèges», Paris. À 15h place de la République.

Jeudi 20 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Omerta à l'hôpital. Le livre noir des maltraitements faites aux étudiants en santé* (Michalon, 2017), présenté par son auteure, Valérie Auslender, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Jeudi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Le militaire. Une histoire française* (Éditions Amsterdam, 2017), présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

NO COMMENT

Nous avons des enfants, nous avons des héritiers, faisons en sorte de ne pas dilapider l'héritage...

FRANÇOIS FILLON, en discours à Nantes
lundi 27 mars

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

SANTÉ La gratuité des soins et de la prévention, comment ?

Les propos de Fillon annonçant la fin du remboursement par la Sécu du « petit risque » ont provoqué un tel rejet que tous les candidats à l'élection présidentielle se sont cru obligés d'évoquer le remboursement à 100 %. Ce qui était hier une utopie du NPA serait-il aujourd'hui partagé par tous les candidats à la présidentielle ?

Le Pen dit vouloir « protéger à 100% la santé des Français » (« protéger », et non rembourser !), et « améliorer » la prise en charge des prestations d'optique et auditives grâce à la complémentarité de l'assurance maladie et de la protection complémentaire. Elle veut abolir le tiers payant.

Fillon et Macron annoncent, eux, le remboursement à 100 % des lunettes et des prothèses auditives prises en charge par les complémentaires santé. Fillon veut réaliser 20 milliards d'économie sur le budget de la Sécu, et Macron se contente de 15 milliards ! Les deux ont aussi pour objectif de supprimer le tiers payant généralisé.

Hamon déclare vouloir supprimer les franchises médicales et « augmenter la part du remboursement de la Sécu » pour les prothèses auditives, dentaires et l'optique. Il veut consolider l'assurance maladie, tout en valorisant les mutuelles.

Le 100%, ce n'est pas la gratuité
Pour ces candidatEs, le 100 % ne concernerait que des prestations qui ne sont presque pas couvertes par la Sécu (ainsi une monture de lunette pour adulte est remboursée à 60 %, sur la base de 2,84 euros, soit 1,70 euro). Fillon et Macron feront prendre en charge le surplus de remboursement par les complémentaires... alors que 4 à 5% de la population n'en bénéficie



Par la rue, de nouveaux droits à gagner! PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

pas. Comme celles et ceux qui ne peuvent faire l'avance des frais, ils devront continuer à renoncer ou à retarder ces soins... et d'autres. Car les complémentaires santé sont chaque année plus chères et souvent inaccessibles pour les jeunes, retraités, chômeurs, précaires qui ne bénéficient pas de la prise en charge d'une partie de la cotisation par l'employeur. Il s'agit d'un autre facteur d'exclusion des soins.

De plus, les forfaits hospitaliers de 18 euros par jour, les participations forfaitaires de 1 euro sur chaque acte et consultation des médecins, analyses médicales, radiologie, et de 18 euros sur les actes coûteux (à partir de 120 euros), les franchises

de 0,50 euro par boîte de médicaments et actes paramédicaux... sont soustraits des remboursements de la Sécu et ne peuvent pas être remboursés par les complémentaires, à l'exception des forfaits hospitaliers. Et les dépassements d'honoraires ne sont jamais pris en charge par la Sécu et leur remboursement par les mutuelles est plus ou moins limité.

Couverture intégrale par la Sécurité sociale !

Le droit à la santé est un droit fondamental dont chacun doit pouvoir bénéficier sans restriction. Pour Philippe Poutou et le NPA, la santé doit donc être gratuite et accessible à tous et toutes, avec

ou sans papier, quelle que soit la nationalité. La Sécurité sociale doit donc être réellement universelle et rembourser les soins préventifs et curatifs, les médicaments et matériels médicaux intégralement à 100 %, c'est-à-dire sans forfait, franchise, ticket modérateur, reste à charge, dépassements d'honoraires ou de tarif. Les médicaments sans bénéfice thérapeutique ne doivent pas être produits.

Chacun doit avoir la possibilité d'accéder sur tout le territoire, dans tous les quartiers, à un réseau de soins gratuits. La Sécurité sociale devra financer un réseau de centres de santé publics et gratuits, pluridisciplinaires, ouverts 24 heures sur 24, assurant l'éducation à la santé, la prévention, les soins médicaux et dentaires. Ce service public de santé devra disposer des moyens d'agir en lien avec tous les acteurs concernés (CHSCT, associations...), sur tous les déterminants de santé (environnement, nourriture, logement, conditions de travail...).

Combien ça coûte ?

Ainsi, les mutuelles disparaîtraient, et leur personnel devra donc être intégré aux organismes de Sécu et dans le service public de santé qui manquent cruellement d'effectifs. Cela permettra des économies, comme le prouve la Sécu d'Alsace et de Moselle qui dispose d'un régime particulier, héritage de l'histoire de cette région. Celle-ci rembourse l'hospitalisation et les frais de transport à 100 %, les soins à 90 %, les médicaments à 90 % et 80 % (même pour ceux qui sont remboursés à 35 % ailleurs dans le pays).

La cotisation supplémentaire payée par les assurés sociaux est de 1,5 % du salaire brut. Et ce régime est équilibré en économisant les frais de gestion et de marketing des complémentaires...

Alors, « irréaliste » ?
S. Bernard

Agenda

Jeudi 30 mars, réunion publique, Châteauroux. Avec Julien Salingue, à 19h30 salle Barbara, rue de Bourgogne.

Vendredi 31 mars, réunion publique, Saint-Denis. Débat et repas avec Olivier Besancenot, à partir de 18h. Inscription à npa.saintdenis@gmail.com

Lundi 3 avril, réunion publique, Beauvais. Avec Philippe Poutou, à 19h salle du Pré Martinet, rue du Pré Martinet.

Mercredi 5 avril, réunion publique, Caen. Avec Philippe Poutou, à 20h au Centre de congrès, avenue Albert-Sorel.

Jeudi 6 avril, réunion publique, Rouen. Avec Philippe Poutou, à 20h à la Halle-aux-toiles.

Vendredi 7 avril, réunion publique, Montpellier. Avec Philippe Poutou, à 20h salle Pelloutier, 15, place Zeus.

Vendredi 7 avril, réunion publique, Amiens. Avec Olivier Besancenot, à 19h30 salle des Provinces, rue de l'Île-de-France.

Samedi 8 avril, fête anticapitaliste, Rennes. Avec Philippe Poutou, à partir de 14h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne.

NPA Arguments de campagne

Rompre enfin avec la Françafrique

La Françafrique, qu'est-ce que c'est ?

Le terme de « Françafrique » a d'abord été forgé par le président-autocrate Félix Houphouët-Boigny. L'homme, qui a régné en « patriarche » sur la Côte d'Ivoire depuis son indépendance en 1960 jusqu'à sa mort en 1993, était le partisan d'une très étroite coopération avec l'ex-puissance coloniale. Les intérêts économiques français étaient bien servis par lui, mais il y en avait aussi pour la classe politique française. L'homme est allé jusqu'à recevoir à plusieurs reprises un certain Jean-Marie Le Pen...

Dans la bouche de son inventeur, le terme de « Françafrique » devait signifier l'amour éternel et l'esprit d'étroite coopération qui devaient exister entre la France et les élites dans ses ex-colonies africaines.

Plus tard, le mot a connu une seconde carrière, puisque l'écrivain – et ancien président de l'association Survie – François-Xavier Verschave a intitulé son livre publié en 1998 *la Françafrique*, avec pour sous-titre « Le plus long scandale de la République ». Aux yeux de l'auteur, il s'agissait de décrire un système politico-économique aux soubassements criminels qui avait été créé lors de l'indépendance formelle des anciennes colonies françaises, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.



Monument à la gloire de la colonisation, Porte Dorée à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR

À quoi ça sert ? Et à qui ?

La plupart de ces pays ont acquis leur souveraineté formelle entre 1958 pour la Guinée-Conakry et 1977 pour Djibouti. Mais le système « françafricain », fondé sous la présidence de de Gaulle et supervisé par son conseiller Jacques Foccart, a servi à détourner cette indépendance pourtant célébrée officiellement. Il s'agissait de maintenir un contrôle étroit sur l'accès aux matières premières dans les ex-colonies, de sélectionner le personnel politique destiné à diriger les nouveaux États, et de maintenir un accès permanent à ces pays pour l'armée française. Une série d'accords bilatéraux ont ainsi été signés dans les années 1960. Ils garantissaient un accord privilégié aux « ressources stratégiques » et le maintien de bases militaires françaises.

À l'évidence, ce système a servi d'abord aux grandes entreprises françaises, au premier rang desquelles il faudra citer Elf (devenu Total) pour le pétrole, ainsi que le groupe Bolloré pour les transports et les infrastructures.

Quelles conséquences dans les pays africains ?

Des membres du personnel politique des pays concernés qui souhaitaient se débarrasser du système l'ont souvent payé très cher. Un certain nombre de protagonistes politiques ont ainsi été assassinés sous impulsion directe des dirigeants français. Ainsi le président élu du Togo, Sylvanus Olympio assassiné en 1963 (depuis, une même famille est restée au pouvoir : Gnassingbé Eyadema jusqu'en 2005, puis, depuis sa mort,

son fils Faure Gnassingbé). Au Mali, le premier président après l'indépendance, Modibo Keita, aux orientations socialistes, a été débarqué par un coup d'État militaire en 1968. Ces deux présidents avaient tous les deux eu le tort de vouloir sortir de l'union monétaire avec la France, le fameux « franc CFA ».

Et ça existe encore ?

Oui, ce système existe bel et bien. Il est vrai que dans le discours politique et médiatique dominant, il a d'abord été présenté comme un fantôme... Puis des journalistes proches des élites dominantes (ainsi Antoine Glaser, auto-proclamé expert en la matière) se sont emparés du terme de « Françafrique » pour admettre que ça a dû exister... mais uniquement dans le passé !

Ce système a en réalité la peau dure, bien qu'il ait changé de forme et de mode de fonctionnement. Auparavant, les fondations de la « Françafrique » étaient en bonne partie étatiques. Cela a évolué sous l'emprise des privatisations et de la « mondialisation » capitaliste. Les deux piliers de la « Françafrique » que sont la présence de l'armée française et le contrôle monétaire (avec la monnaie commune CFA) sont toujours en place. Le nombre de bases militaires permanentes françaises a certes été réduit. On en compte aujourd'hui deux principales : à Libreville (Gabon) pour

la façade atlantique et à Djibouti pour l'Afrique de l'Est. Mais les « capacités de projection » aériennes actuelles font que c'est largement suffisant. Une troisième grande base, à Dakar, a été restituée en 2011 à l'État sénégalais... mais avec le maintien permanent sur place de 350 soldats français !

Le sigle « CFA » désignait initialement « les colonies françaises d'Afrique ». Le sigle a toujours été maintenu, même si le nom a été pudiquement transformé : « Coopération financière en Afrique » ou « Communauté financière d'Afrique », selon la version de l'Union monétaire (puisqu'il en existe deux : une avec l'Afrique occidentale, l'autre avec l'Afrique centrale). Les billets sont toujours imprimés en Auvergne, et 50% des recettes en devise des pays du franc CFA doivent toujours être déposées auprès du Trésor français. Et le cours de la monnaie reste toujours arrimé par un taux fixe au franc français (devenu hypothétique)... donc à l'euro.

Que défend le NPA ?

Nous militons pour la fin de la domination néocoloniale en Afrique, ce qui passe par une suppression des bases militaires françaises et la reconnaissance de la souveraineté économique des pays africains. Nous défendons aussi la liberté de circulation et d'installation entre l'Europe et l'Afrique. Enfin, nous nous battons pour l'expropriation des groupes participant au pillage, au premier rang desquels se situe le groupe Bolloré.

Ce sont les plus pauvres qui sont touchés en premier ou qui vont souffrir davantage des conséquences inévitables qui se profilent à un horizon proche. Malgré l'urgence, la plupart des candidats sont à côté de la plaque. Ils émaillent leur programme de mesurées ridicules ou inefficaces.

Macron, candidat multi-facettes, a passé son programme économique libéral dans la lessiveuse du capitalisme vert et ressorti des slogans aux couleurs délavées. Rien à attendre de l'ex-ministre de Hollande qui s'inscrit, fidèlement, dans les objectifs de la loi votée en 2015 par le gouvernement PS et qui ne critique aucunement son manque de volonté, d'action et de résultats.

Si Hamon veut réduire la part du nucléaire d'ici 2050, Mélenchon veut en sortir d'ici 2042. Tous deux préconisent de développer les énergies renouvelables, de stopper les gaz de schiste, de lancer un programme de rénovation des bâtiments, de combattre l'obsolescence programmée... Mélenchon promet même de renationaliser les autoroutes, EDF, Engie, d'interdire les fermes usines, et d'introduire la gratuité des quantités d'eau et d'énergie indispensables à la vie digne. Mais à aucun moment bien entendu, l'un et l'autre ne lient écologie et socialisme (ce que nous appelons l'écocapitalisme).

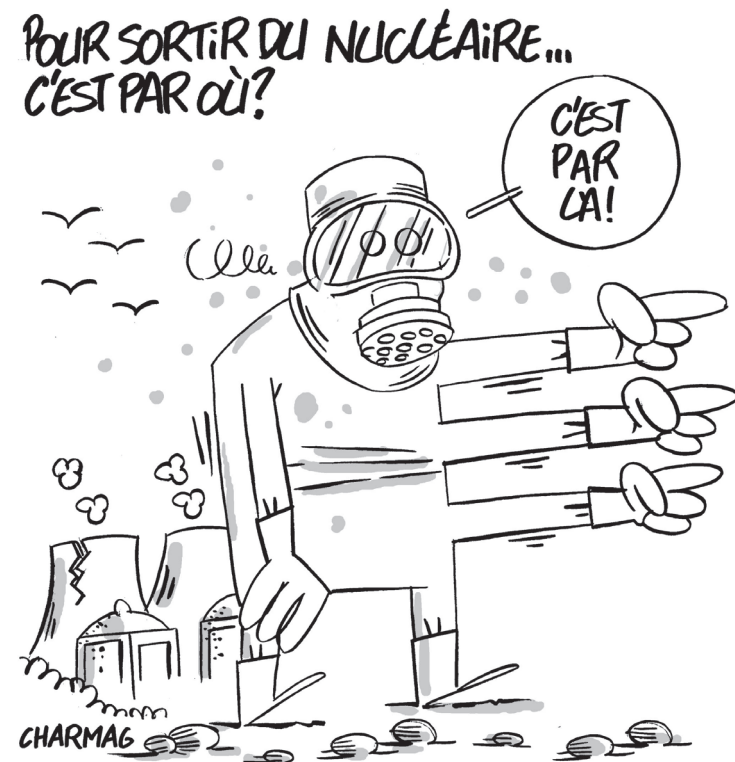
Combattre le productivisme capitaliste

Pire, ils prévoient d'instaurer des mesures protectionnistes aux frontières de la France. Si une taxe kilométrique sur les produits qui circulent peut se défendre, le protectionnisme lui est à remiser dans l'arrière-boutique de la démagogie

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les croyants et les pratiquants...

La gravité de la crise écologique devrait placer la transition énergétique au cœur des préoccupations des candidats à la présidentielle, car les problèmes posés se mêlent aux difficultés sociales et aggravent les conditions de vie de millions de gens.



électorale. Le chômage de masse s'est installé avant la mondialisation, et c'est l'augmentation de la productivité et la baisse de la demande finale de biens manufacturés (surproduction) qui sont les causes principales du recul de l'emploi industriel. En outre, les biens fabriqués en Chine ou dans

des pays émergents et qui sont importés ici créent des surprofits pour les capitalistes. Le protectionnisme ne supprimera pas les besoins d'importation d'énergie ou de matières premières. Mélenchon et Hamon veulent-ils les taxer? De plus, le discours protectionniste est un obstacle à la mise en avant de

propositions coopératives. Non, la crise n'est pas due à la concurrence des pays émergents: la responsabilité en revient à la crise du capitalisme, mais de cela, ni Mélenchon ni Hamon ne parlent... Le programme de Lutte ouvrière est, lui, particulièrement inquiétant tant par son absence de propositions écosocialistes (qui révèle une incompréhension totale de la situation) que par son acceptation des intrusions capitalistes dans l'énergie et le vivant. LO ne s'opposerait pas au nucléaire et aux OGM s'ils sortaient des griffes des capitalistes? Comme si le danger mortel du nucléaire pouvait se dissoudre dans la gestion publique, sous contrôle... Que ferait alors LO des milliers de tonnes de déchets radioactifs accumulés?

Le NPA défend un programme écosocialiste pour sortir des crises économiques, sociales et écologiques, qui s'appuie sur les mobilisations de toutes et tous, sur la refonte d'un mode de production, d'un nouveau projet de société, de vie en commun, compatible avec ce que peut supporter la planète. Le productivisme capitaliste, barricadé derrière ses frontières, alimenté par la concurrence entre pays et nourri du poison nationaliste, est à combattre.

Commission nationale écologique



En action!

Auch (32) Christine Poupin, au pied levé!

Mercredi 22 mars, alors que les médias avaient exprimé leur intérêt pour la visite de Philippe Poutou, la conférence de presse a été boycottée suite à l'annulation de la visite de Philippe (qui intervenait le même jour devant l'Association des maires de France) et son remplacement au pied levé par notre porte-parole nationale.

Grâce aux liens tissés depuis des années avec les personnels hospitaliers, nous avons organisé une rencontre avec les délégués CGT des centres hospitaliers général et spécialisé d'Auch. Christine a pu constater que le système de santé des «petits» départements était particulièrement affecté par la baisse continue de moyens. Les conditions de travail y sont souvent pires que dans les grandes structures et la souffrance prégnante.

La réunion publique a finalement réuni 45 personnes, dont un bon tiers du NPA. Notre camarade Marie-Ève a introduit le meeting en se focalisant sur trois problématiques particulièrement sensibles en zone rurale: la santé, l'éducation (avec les fermetures de classes) et l'agriculture, la principale activité du département, avant de laisser la parole à Christine qui a présenté la situation politique générale et le programme du NPA. Le dialogue avec la salle a montré que notre programme et notre analyse de la situation politique rencontrait un écho favorable, même s'il a manqué de participantEs...

Saint-Ouen (93) Succès du premier meeting de Philippe Poutou dans le 93.

Salle comble pour public comblé... Jeudi 23 mars, 250 personnes ont suivi le discours du candidat du NPA. À la tribune: Ghislaine Tormos, ex-gréviste de PSA Aulnay, actuellement à PSA Poissy, a décrit ce qu'est l'exploitation pour une travailleuse syndiquée à la CGT, dans l'automobile. Cyril, membre de la Cie Jolie Môme, a évoqué la répression subie par les militants. Nathan, militant NPA jeunes de Paris 8, a lui décrypté le quotidien de tous ces jeunes qui sont condamnés à la précarité pour financer leurs études. Elise Lecoq, syndicaliste enseignante et militante NPA, est elle, revenue sur le sort réservé aux jeunes des quartiers. Anasse Kazib, cheminot et délégué syndical au Bourget, est revenu sur la casse des services publics et la dégradation des conditions de travail.

Philippe Poutou a avancé le programme du NPA: partage du temps de travail entre toutes et tous jusqu'à la résorption du chômage, embauche massive dans les services publics et interdiction des licenciements, aucune pension, retraite ou salaire en dessous de 1700 euros pour vivre dignement. C'est pour porter un message de combativité et de lutte, de préparation pour les combats de demain, anticapitalistes, que le NPA se présente. Philippe en porte le programme et a reçu le soutien enthousiaste d'une salle gonflée à bloc pour faire la campagne sur les boîtes, les lycées, les fachs et les quartiers.

DR



Pays basque Philippe Poutou en solidarité avec les prisonnierEs.

Samedi 25 mars, notre candidat a participé, une nouvelle fois, à la manifestation d'environ 2000 personnes organisée par Bagoaz pour dénoncer le sort des prisonnierEs basques malades, en particulier celui d'Oier Gomez dont l'état de santé très préoccupant ne peut que s'aggraver si son incarcération est maintenue; pour dénoncer également les longues peines appliquées à ceux de nationalité française par la France pour Ion Kepa Parot, Jakes Esnal et Xistor Haranburu, par l'Espagne pour Unai Parot. En avril, ceux-ci entameront leur 28^e année de détention. Ils sont devenus des otages politiques d'États qui les condamnent à mourir en prison.

Pour Philippe et le NPA, il faut mener le combat jusqu'à la résolution du conflit, en soutenant les prisonnierEs politiques basques ainsi que les exiléEs, pour leur libération, leur retour au pays, sans conditions, et pour leur amnistie totale. Notre candidat a rencontré des membres d'organisations politiques locales, des représentantEs de syndicats ou d'associations. Beaucoup de militantEs lui ont exprimé leur sympathie et leur satisfaction d'avoir un candidat pour qui elles/ils pourront voter. Il a également été sollicité par les médias. Étaient aussi présents des éluEs qui lui avaient accordé leur parrainage. Avant la manifestation, Philippe avait passé une heure avec des camarades du NPA Pays basque pour échanger sur la campagne, les initiatives locales en cours et la vie du comité.

DR



«PETITS» CANDIDATS Braconnage très à droite...

Si le Front national est électoralement hégémonique à l'extrême droite depuis 30 ans, certains «petits» candidats vont tenter malgré tout de lui disputer une partie de son électoral le 23 avril prochain...

Nicolas Dupont-Aignan, à droite toute...

Militant – selon lui – au sein de la droite classique depuis son adolescence (avec un bref passage au côté de Jean-Pierre Chevènement), NDA quitte l'UMP en 2008 en transformant son courant «Debout la République» en parti politique. Se situant à l'origine sur le terrain de la droite «eurosceptique», NDA va glisser progressivement vers un nationalisme de plus en plus affirmé. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2012, il déclare qu'il pourrait choisir Marine Le Pen pour Premier ministre. En 2014 il soutient ensuite la candidature de Ménard à l'élection municipale de Béziers.

Le changement de nom de son organisation en «Debout la France» en 2014 vient illustrer l'accentuation de cette dérive. Depuis, il n'hésite plus à défendre un programme anti-immigration identique à celui du FN, en soutenant les décrets de Trump, en reprenant à son compte



Les complotistes à l'Elysée! DR

la théorie du «grand remplacement» ou lors de la primaire de droite, qualifiant Juppé de «candidat de l'immigration de masse»... Jusqu'où ira-t-il?

François Asselineau, le candidat des conspirationnistes

Ancien collaborateur de Juppé puis de Pasqua, il est lui aussi issu de la droite. Il fonde son parti, l'UPR, en 2007, dont la grille de lecture complotiste et ultrasimpliste peut se résumer en une phrase: absolument tout est de la faute de l'Union européenne qui ne serait en fait qu'une construction des services secrets étatsuniens...

Lors de ses très très longues conférences, il explique donc que derrière chaque événement politique – la loi

El Khomri, Daesh, les OGM, l'académie Nobel, le logo de l'UMP – se cache la main de la CIA. Même le FN serait le résultat d'un complot visant à «pourrir» les idées défendues par Asselineau...

Pour défendre son idée fixe sur l'UE, Asselineau est donc prêt à s'allier avec tout le monde et surtout avec n'importe qui. On l'a ainsi vu donner une conférence en 2010 au «Local», le lieu tenu par Serge Ayoub (leader du mouvement Troisième voie) ou inviter dans ses universités d'été des figures du complotisme comme Étienne Chouard ou Annie Lacroix-Riz, des représentants du Réseau Voltaire de Thierry Meyssan, Robert Ménard ou l'éditeur d'extrême droite suisse Slobodan Despot.

Sur les questions internationales aussi, Asselineau est comme l'ensemble de l'extrême droite française: un fervent défenseur de Poutine et de Donald Trump.

Jacques Cheminade, «l'illuminé» qui n'a rien de sympathique

Jacques Cheminade passe souvent pour un type un peu farfelu mais pas méchant. Pourtant il porte une idéologie dangereuse. Lui et son parti Solidarité & Progrès sont affiliés au mouvement américain de Lyndon LaRouche, politicien américain fascisant et habitué des déclarations négationnistes, racistes, sexistes et homophobes. En France, les relations de Cheminade sont aussi douteuses. Ainsi il était en 2008 un des intervenants de l'université d'Égalité et réconciliation, l'organisation fasciste d'Alain Soral!

Bien que non classé comme secte, S&P fait l'objet de nombreux dossiers de la part des principales organisations de luttes contre les sectes, comme l'UNADFI, la Milivudes, ou Prevensecte. La lutte de LaRouche et Cheminade contre l'oligarchie et la finance cache mal leur obsession complotiste. Ils reprennent tous les codes du complotisme dont l'ancrage historique antisémite est indéniable, le plus parlant étant la reprise par Cheminade de la théorie du «complot synarchique»... issu de l'extrême droite collaborationniste.

Commission nationale antifasciste

Avec PHILIPPE POUTOU NOS VIES, PAS LEURS PROFITS!



© Photothèque Rouge / IMA

« UNE IMPRESSION DE FIN DE RÈGNE »

Cette élection présidentielle semble complètement imprévisible, chaque semaine apporte ses nouveautés...

Après avoir sorti Sarkozy et Juppé, François Fillon se retrouve emporté par les affaires de détournement de fonds publics. Après Hollande, c'est Valls qui a dû jeter l'éponge. Le Pen et Macron semblent surfer sur les difficultés des partis dominants, le PS et Les Républicains, mais les magouilles du FN au Parlement européen et le mystère qui entourent le financement de la campagne Macron risquent également de les rattraper. Enfin, Mélenchon, avec le soutien du PCF, mène une campagne auto-centrée et aux accents résolument chauvins, semblant tourner le dos à l'histoire du mouvement ouvrier et à l'internationalisme pour se donner une image respectable. Cette élection donne une impression de fin de règne. Beaucoup de travailleurEs sont dégoûtés ou désorientés. En organisant des primaires, le PS et LR ont tenté de pousser la 5^e République à son extrême, en focalisant tous les débats autour de la présidentielle,

et ils se sont retrouvés piégés à leur propre jeu. Les institutions sont à bout de souffle, elles ne parviennent pas à concilier politiques antisociales, racistes et autoritaires, et expression démocratique. Nous sommes devant de nouveaux grands bouleversements, mais on ne sait pas encore si cela produira du positif, en écho aux grandes mobilisations contre la loi travail, ou au contraire une accélération des processus antidémocratiques et antisociaux. La situation actuelle est en grande partie le résultat du quinquennat catastrophique de Hollande. On croyait avoir tout vu sous Sarkozy, mais force est de constater que le gouvernement Hollande a accéléré brutalement les attaques contre les classes populaires. (...)

Le Front national a le vent en poupe

Le fiasco complet des partis de gouvernement, l'absence d'une opposition à gauche visible et audible ont ouvert la porte à Emmanuel Macron et au Front national. Le premier, banquier d'affaires, promet le « chacun pour soi » et tente d'effacer le clivage entre les classes sociales. Mais l'indigence de son programme apparaît chaque jour plus évidente. Avec le développement de la crise du capitalisme et l'accentuation du racisme et de l'islamophobie,

le Front national a le vent en poupe. Ses scores électoraux sont de plus en plus élevés depuis une vingtaine d'années et il a gagné plusieurs municipalités. Dans celles-ci, il montre son vrai visage, en licenciant dans les services publics, en combattant les syndicalistes et le tissu associatif, en développant les discriminations et renforçant la ghettoïsation de certains quartiers. Le FN se construit sur le désespoir, la faiblesse du mouvement ouvrier, la réduction des repères politiques en termes de classes sociales. Il défend l'idée que pour sortir de la misère sociale, il faudrait être unis derrière la nation, chasser ou surexploiter les immigréEs, avoir une politique économique isolant du reste du monde. Sauf que dans ce schéma, les travailleurEs se retrouvent encore plus divisés face à leurs exploitateurs. Le FN prétend défendre les classes populaires et être « antisystème », mais la réalité de son programme est une opposition complète aux intérêts des travailleurs. Il s'oppose d'ailleurs à l'augmentation du SMIC, il est favorable aux cadeaux aux patrons (diminution des cotisations sociales...), s'oppose à la Sécurité sociale, aux services publics... Ce parti est une menace contre les syndicats, les libertés, les immigréEs, les droits des femmes et des LGBTI. (...)

Il y a peu est sortie la brochure de campagne de Philippe

Poutou présentant les propositions du NPA dans cette élection présidentielle. En voici les bonnes feuilles, qui laissent volontairement de côté la présentation de nos mesures anticapitalistes pour en finir avec le chômage et la précarité, étendre les services publics, assurer la justice climatique ou défendre l'égalité en combattant le racisme, le sexisme et toutes les oppressions... Autant d'éléments que nous avons déjà eu l'occasion d'aborder largement dans ces pages. Nous revenons donc ici sur quelques éléments du profil général de la campagne menée depuis plusieurs mois par Philippe Poutou. Bonne lecture... et bonne fin de campagne!

La brochure est disponible auprès des militantEs du NPA, n'hésitez pas à la demander, elle est gratuite

Un quinquennat de résistances

Contre la droite et le Front national, nous défendons l'unité la plus large de toutes les organisations, les courants du mouvement ouvrier. Cependant pour arrêter complètement le FN et ses idées, qui se répandent en réalité à l'intérieur de nombreux partis, il faudra en passer par la destruction des raisons de sa progression : la crise du système, les plans d'austérité, les licenciements, le chômage, la misère, etc. Pour cela, nous défendons un programme de rupture avec le capitalisme, que nous présentons dans cette brochure. Mais nous voulons aussi nous appuyer sur les mobilisations, sur la colère qui s'est exprimée contre cette société pendant les derniers mois. Car le quinquennat de Hollande a été aussi marqué par des résistances : la mobilisation contre la loi travail, avec les grèves, les manifestations et Nuit debout, les salariéEs mobilisés contre les licenciements et la répression, chez Air France, Goodyear et tant d'autres, les mobilisations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la COP21... Il y a urgence à ce que ces résistances renversent la vapeur. Il y a urgence à imposer d'autres politiques, qui passent par une rupture avec l'austérité, avec les politiques pro-patronales, avec l'Union européenne, avec le racisme qui gangrène toute la société, avec le productivisme qui accélère la catastrophe climatique. (...)

UN PROJET INTERNATIONA

Les guerres sont toujours aussi nombreuses en Afrique et avec bien souvent la participation de l'armée française. à fuir la guerre ou la misère mais ici, tous les dirigeants à Marine Le Pen, font de la surenchère nationaliste contre

Nous défendons au contraire une politique de solidarité internationale. Cela signifie une rupture avec l'ingérence de la France aux quatre coins du monde, souvent en défense de dictatures, pour préserver sa place parmi les pays occidentaux qui organisent l'ordre mondial et pour défendre les intérêts des grands groupes capitalistes, comme Bouygues, Total, Bolloré, Areva, etc. Nous n'avons aucun intérêt dans cette politique qui opprime et frappe les peuples dont nous devons au contraire être solidaires. Nous nous côtoyons dans les mêmes entreprises, que nous soyons parisienEs ou bretonEs d'origine, Algériens, Maliens ou Polonais. Nous sommes exploités par les mêmes trusts, que l'on soit en Roumanie, en Turquie ou au Maroc. Nous n'avons pas d'intérêts communs avec nos patrons, qu'ils soient français ou qu'ils dirigent le trust Ford, et refusons toute politique menée au nom des soi-disant « intérêts de la France » qui ne sont, en réalité, que les intérêts des capitalistes français.

L'Europe : une forteresse capitaliste

L'Union européenne n'est pas un progrès, la circulation est plus facile entre les différents pays, pour celles et ceux qui ont la chance d'avoir un passeport issu d'un État membre, mais cette Union européenne est une forteresse bardée de frontières à sa périphérie. Elle refoule celles et ceux qui fuient la misère ou les guerres, les exposant ainsi à la noyade ou les renvoyant vers des camps, en Turquie ou ailleurs. Les institutions qui gouvernent cette Europe sont encore plus

antidémocratiques que celles qui gouvernent la France ou l'Allemagne. Tous les traités européens ont été écrits pour défendre les droits des capitalistes européens et remettre en cause les droits sociaux. Nous avons rejeté en France, en 2005, le Traité constitutionnel. Ce vote a été bafoué quelques mois après, comme a été bafoué le vote du peuple grec contre les diktats du FMI et de la Banque centrale européenne. Le vote pour le Brexit a signifié pour une partie de la population britannique un rejet de l'Europe libérale, mais il a également été alimenté et capté par une droite réactionnaire qui prend pour cible les travailleurEs étrangers et laisse les mains libres à la City de Londres pour continuer à semer l'austérité et la précarité en Grande-Bretagne. D'ailleurs, le processus de Brexit s'accompagne actuellement de multiples traités de libre-échange pour le remplacer. Ce sont bien les gouvernements des divers pays européens qui gouvernent l'Union européenne, et les patrons des grands trusts européens qui y font la loi. Plus précisément, ce sont les patrons et les banques des pays les plus riches, en premier lieu de France et d'Allemagne, qui imposent leurs volontés aux pays les plus faibles. Ils imposent, par exemple, une politique d'austérité draconienne aux travailleurEs grecs. Et c'est cette même austérité (baisse des salaires et des retraites, coupes dans les dépenses sociales...) qu'ils tentent d'imposer en France.

Le protectionnisme comme solution ?

Certains candidatEs proposent un « patriotisme économique » et un retour à la production et au marché national comme solution aux

DÉSARMEMENT DE LA POLICE



CHARMAG

ANTICAPITALISTE

du au Moyen-Orient, Des populations cherchent politiques, filant le train re les immigrés.

ravages de la mondialisation néolibérale. Dans la situation actuelle, cela revient à défendre les intérêts des entreprises françaises, du patronat français. Les salariéEs, en revanche, seraient les victimes de la guerre commerciale entre puissances et leur mise en concurrence continuerait sous d'autres formes. Dans le capitalisme, les marchandises et les capitaux circulent, pas les personnes. Nous pensons qu'il faut l'inverse :

► La liberté de circulation et d'installation, la citoyenneté de résidence, des droits égaux pour tous les salariéEs quelle que soit leur nationalité.

► Le rejet de tous les traités de libre échange, dont ceux de l'Union européenne.

► Le contrôle sur les mouvements de capitaux, en particulier l'arrêt de l'évasion fiscale, qui représente en France 80 milliards par an.

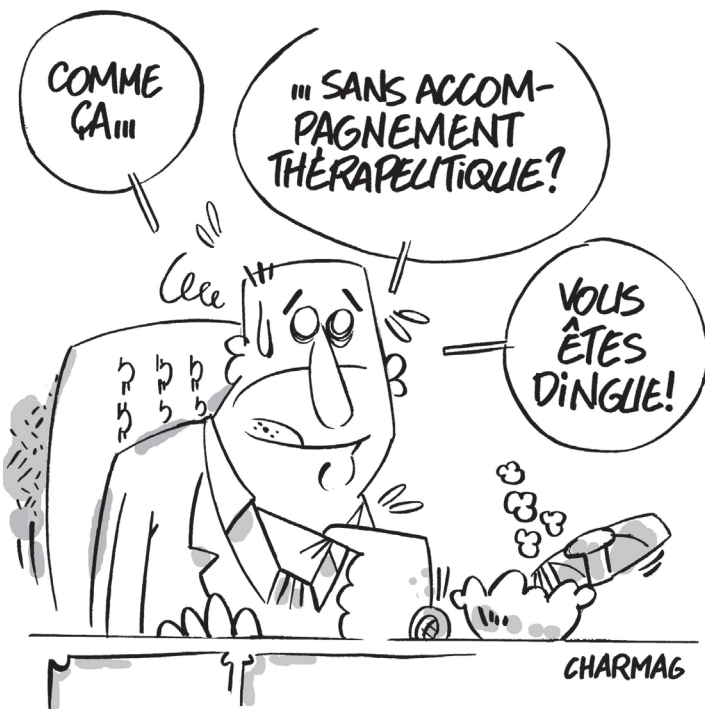
► Une coopération entre les pays. Nous sommes contre cette Europe, mais pour une Europe des travailleurs et des peuples, où tous les droits sociaux seraient alignés par le haut (salaires, protection sociale, droit à l'IVG...). Nous voulons la promotion des circuits courts, sans critère de frontières, et la souveraineté alimentaire.

Notre Europe, celle des travailleurEs

Nous sommes solidaires des travailleurEs grecs, comme des travailleurEs de Pologne ou d'ailleurs qui travaillent ici en France. N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon qui, employant une formule que ne renierait pas Marine Le Pen, déclarait en juillet dernier, qu'un « travailleur détaché » venant d'un autre pays d'Europe « vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place ». Il y a cent ans, certains disaient aussi que les femmes volaient les emplois des hommes... Mais ceux qui nous volent notre pain sont les patrons !

Le patronat cherche en permanence à diviser les salariéEs, à casser nos droits et nos salaires. Pour cela il filialise, sous-traite en France, mais aussi à l'étranger, dans l'Union européenne ou dans d'autres pays. Les autres travailleurEs sont nos alliés contre nos patrons communs. Lorsque ceux de Renault-Dacia en Roumanie, de Bosch ou de Renault en Turquie se mettent en grève pour l'augmentation de leurs salaires, comme ils l'ont fait en 2015, cela ne peut que nous renforcer, travailleurEs de France ou d'Allemagne. La seule façon de lutter efficacement contre le « dumping social », c'est d'exiger dans chaque multinationale des droits et des salaires équivalents, que l'on soit en Roumanie, en Tunisie, au Maroc ou ailleurs, en s'alignant sur les standards les plus favorables. Avec l'Union européenne, les patrons de différents pays ont très bien su s'entendre en vue de développer leur marché, et ils coordonnent leurs attaques contre le monde du travail. On peut voir la similitude entre les lois qu'ils nous imposent pour retarder l'âge de la retraite, augmenter le temps de travail, multiplier la précarité, etc.

Il est donc temps que les travailleurEs, le mouvement ouvrier, se coordonnent par-delà les frontières afin de se défendre ensemble contre cette classe d'exploiteurs.

L'ARRÊT IMMÉDIAT DES LICENCIEMENTS**POUR UN SOCIALISME DU 21^e SIÈCLE**

Le capitalisme met l'humanité et la planète en danger. Il génère des crises qui se conjuguent : crises alimentaires, économiques, écologiques, énergétiques, financières, sanitaires, sociales, tensions internationales et guerres, dont les conséquences sont toujours dramatiques...

La mondialisation, marquée par une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits, aboutit à une crise profonde et structurelle du mode de production capitaliste lui-même. Il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce système entré en faillite. Il n'y a pas un « bon » capitalisme productif opposable au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Le capitalisme « vert » n'est qu'un mirage.

Un autre monde est possible : libérées de la propriété capitaliste, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme, l'écocapitalisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurEs associés décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins.

Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurEs et les citoyenEs, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologique des besoins sociaux. Le socialisme du 21^e siècle favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes,

c'est une association où le libre développement de chacunE est la condition du libre développement de touTEs.

C'est à nous de décider !

Il n'y a pas à choisir entre les urgences, qu'elles soient sociale, écologique ou démocratique. La construction d'une cause commune aux exploités et aux opprimés se forge dans les résistances quotidiennes, dans les embryons d'alternatives concrètes : contre les licenciements, contre l'austérité, pour la défense du code du travail et la Sécurité sociale, contre les grands projets inutiles et néfastes, contre la pérennisation de l'état d'urgence, en défense des migrants, contre le racisme et les discriminations, par des expériences associatives ou coopératives, etc. Ces luttes quotidiennes sont d'autant plus nécessaires qu'il ne s'agit pas seulement de résister, mais qu'elles peuvent à tout moment concentrer l'opposition au gouvernement, le rejet de la logique du profit et déboucher sur un changement de société.

Nous utilisons, défendons et faisons vivre les droits démocratiques pour mener le combat politique. Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Il n'y a pas de demi-mesure possible si nous voulons réellement changer nos conditions de vie. Nous devons confisquer à ces quelques dizaines de milliers de profiteurs le contrôle de la société et de nos vies. À tous les niveaux nous devons nous approprier l'espace public, créer nos outils de décisions et de contrôle populaire. C'est à nous de décider des choix qui nous concernent, cela passe par des réseaux de soutien mutuel de solidarité capables de renforcer les résistances et de générer des institutions autonomes en situation de contrecarrer les assauts de l'ordre néolibéral.

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE !

Pour imposer un coup d'arrêt à l'offensive antisociale que nous subissons depuis trop longtemps et pour changer de société, la solution n'est pas le bulletin de vote.

Ce n'est pas grâce aux élections que le cours de l'histoire a changé et que les classes laborieuses, les femmes, les jeunes ont conquis des droits. Ce sont les révolutions, les grèves générales, les grands mouvements sociaux qui font avancer les choses. La réduction du temps de travail, la Sécu, les congés payés, le droit à l'avortement... ont été arrachés à la suite de grandes mobilisations comme en 1936, à la Libération ou en mai 1968.

C'est d'un Mai 68 qui aille jusqu'au bout dont nous avons besoin aujourd'hui, d'une grève générale, d'une mobilisation du monde du travail, avec la jeunesse et touTEs les opprimés. Au plus fort du mouvement contre la loi travail, quand les raffineries, la SNCF et d'autres étaient en grève, cette possibilité d'un blocage de l'économie, d'un tous ensemble flottait dans l'air, et les élites politiques et économiques ont commencé à paniquer, quitte à avoir recours à une répression brutale, physique et idéologique, contre la mobilisation. Dans les moments où les travailleurEs occupent le devant de la scène, l'ambiance change et le rapport de forces peut basculer. À l'échelle de l'Europe, plusieurs pays ont connu des grèves importantes contre des attaques similaires, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Belgique... Nous subissons dans le monde entier la crise et les plans d'austérité. Nous serions tellement plus efficaces en nous mobilisant au même moment, y compris à l'échelle européenne, au lieu de faire des grèves de 24 heures les uns après les autres. L'internationalisation de la production et des échanges

doit nous pousser dans ce sens de l'internationalisation des luttes.

Pour y parvenir, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces

Aucun politicien ne nous sauvera. L'exemple de la Grèce l'a montré : il y a deux ans, Tsipras a dit aux Grecs : « votez, je m'occupe du reste ! ». Ce discours délégataire et démobilisateur a débouché sur une catastrophe : alors que les seulEs qui ont la force d'imposer l'annulation de la dette, de prendre l'argent là où il est, ce sont les travailleuses et les travailleurs, Tsipras a fait miroiter une illusoire négociation avec l'UE... qui ne pouvait déboucher que sur un nouveau plan d'austérité. Aujourd'hui Tsipras, qui était cité comme modèle par Mélenchon et bien d'autres, mène une politique qui n'a rien à envier à celle de Hollande.

Compter sur nos propres forces, cela veut également dire ne pas nous en remettre au « dialogue social », qui consiste en réalité à négocier des reculs pour les salariéEs. Considérer Medef et syndicats comme des « partenaires sociaux » qui travailleraient ensemble, avec un objectif commun, c'est s'adapter d'avance à l'offensive menée par le patronat et ses serveurs. En effet, les salariéEs et leurs patrons ont des objectifs contradictoires : vivre mieux contre travailler plus, être payés plus cher ou augmenter les profits, cela s'oppose toujours, ce n'est pas un problème de bonne ou mauvaise volonté.

L'urgence, pour nos droits et contre les politiques menées par les gouvernements successifs, c'est de

construire les luttes et de les faire converger. Compter sur nos propres forces, cela signifie faire en sorte que le pouvoir de décision appartienne toujours à celles et ceux qui se mobilisent, qui luttent, qui font grève, car ils sont les mieux à même de savoir si la lutte doit continuer, sur quels objectifs, à quels rythmes. Les assemblées générales, les comités de grève ou de lutte élus par les grévistes, l'ensemble des cadres où ceux d'en bas se regroupent et s'organisent comme les zones à défendre (ZAD), sont de notre point de vue les outils privilégiés de la prise en main par les exploités et les opprimés de leur propre destin. Toutes les concessions que nous arrachons aux capitalistes ne sont que temporaires tant que le système dans son ensemble n'est pas remis en cause. Ce que nous leur arrachons de leur main gauche, si nous baissions la garde, ils le reprennent de la main droite. C'est pour cela qu'au-delà des luttes partielles, il est nécessaire que les travailleurEs se dotent de leur propre gouvernement. Celui-ci transformerait ce qui se produit dans les mobilisations pour construire un pouvoir contrôlé par les exploités, par les formes démocratiques qui jaillissent dans les luttes, pour défendre un programme dans leur intérêt. La classe dirigeante ne nous laissera pas passivement faire. Elle essaie déjà de nous empêcher de manifester, nous arrose de lacrymos et nous attaque à coups de matraque quand nous nous battons contre un projet comme la loi travail ! Mais si le nombre et l'organisation sont de notre côté, nous pouvons déplacer des montagnes !

REPRÉSENTONS-NOUS NOUS-MÊMES !

La campagne électorale est organisée de manière à nous faire croire que nous devons choisir entre différents représentants de la classe dirigeante : le candidat du PS d'un côté, la droite ultra-réactionnaire de Fillon de l'autre, ou bien le banquier Macron... Au-delà des différences de style, ils sont d'accord sur l'essentiel, poursuivre l'offensive décidée par le patronat.

L'extrême droite veut se faire passer pour une force « antisystème ». Mais toute la politique du FN consiste à systématiquement opposer une partie des classes populaires aux autres pour, au final, mieux laisser les mains libres au patronat. Ces dernières années, ce sont les immigrés et les musulmanEs qui ont joué le plus souvent le rôle de bouc émissaire, mais l'extrême droite n'hésite jamais à souffler sur les braises de la haine des droits des femmes, des LGBT. Leur programme économique est une suite de cadeaux aux patronats. Et dans les mairies où ils sont aux commandes, ils s'attaquent aux droits des chômeurEs et plus généralement des plus démunis, tout en augmentant leurs propres indemnités ! La mise en cause de l'entourage de Marine Le Pen dans les « Panama papers » n'a rien d'étonnant : les dirigeants du FN sont eux-mêmes des très riches qui, dès qu'il s'agit d'argent, savent s'affranchir du « made in France » pour jongler avec les millions dans des paradis fiscaux.

En somme, la bourgeoisie a l'embaras du choix quand il s'agit d'avoir des serveurs politiques, prêts à défendre ses intérêts. On ne peut pas en dire autant des travailleurEs et de la jeunesse. Nous sommes orphelins d'un outil politique qui soit aussi fidèle à leurs intérêts que le PS et les Républicains le sont à ceux du Medef.

Construire une nouvelle force politique

Autrefois, le Parti communiste français et le Parti socialiste prétendaient représenter les travailleurEs, les classes populaires. Mais, aujourd'hui, après des années de gestion des affaires de la bourgeoisie, au sommet de l'État comme dans les régions, les départements et les mairies, ils sont au bout du rouleau. Le fait que des individus comme Macron et Mélenchon semblent devancer des partis de plusieurs dizaines de milliers de militants, tandis que Hamon tente de changer le visage du PS, cela révèle la faillite de ces organisations. Nous avons besoin d'une nouvelle représentation des opprimés et des exploités. Un parti qui représente

les intérêts de toutes les travailleuses et travailleurs : du privé comme du public, en formation, précaires avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, jeunes ou retraités. Un parti capable de se battre pied à pied sur tous les terrains contre les représentants de la classe adverse, qui soit un outil dans nos luttes de tous les jours, pour les organiser, les coordonner mais aussi pour leur donner une résonance, une expression à l'échelle nationale et même internationale. Un parti indépendant de l'État et de ses institutions, un parti pour en finir avec le système capitaliste qui porte le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Le NPA est un outil pour construire cette nouvelle force politique. Nous ne prétendons pas l'incarner à nous seulEs, mais renforcer le NPA est aujourd'hui un moyen essentiel pour donner des chances à un tel projet d'émerger. Voter pour Philippe Poutou, c'est la meilleure manière de faire entendre ces idées le plus fort possible, de faire entendre la voix de la lutte collective et de l'aspiration à une autre société.

LA POSTE (92)

Ils veulent licencier Gaël ?
Les postiers font face !

Ce 28 mars, Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92, passait en cour d'appel du tribunal administratif de Versailles... pour des faits de grève datant de 2010 !

Une affaire déjà jugée trois fois : à l'inspection du travail, par le ministre du Travail et par le tribunal administratif. Et par trois fois, le licenciement de Gaël avait été refusé. Pourquoi ce nouvel appel ?

Le caillou dans la chaussure

Les postiers du 92 ont récemment posé deux nouveaux problèmes à leurs patrons, avec des répercussions qui peuvent aller au-delà de leur département. Ils ont obtenu de nouvelles victoires juridiques qui entravent la mise en place des réorganisations et qui interdisent la mise en place dans le département des « nouveaux services », à savoir toutes les nouvelles tâches demandées aux factrices et facteurs (livraison de colis, de fruits, services à la personne...).

Les grèves victorieuses combinées à ces victoires juridiques sont un caillou dans la chaussure pour La Poste, car elles pourraient faire « jurisprudence » et fournir un point d'appui un peu partout pour mettre en cause la politique actuelle de La Poste, qui vient de faire signer par la CFDT, CFTC, CGC et FO un accord sur le métier de facteur avalisant toute sa stratégie anti-sociale... De plus, SUD Poste 92 fait également partie des initiateurs du « Premier tour social », manifestation qui aura lieu à la veille du premier tour des élections présidentielles et dont l'objectif est de regrouper les luttes et les équipes combattives.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Continuer, quoi qu'il arrive...

200 personnes se sont donc rassemblées le 28 mars au matin devant le tribunal, au moment où Gaël était convoqué. Le rapporteur public a demandé d'annuler les refus de licenciement prononcés par le TA et par le ministre du Travail. La décision sera connue le mardi 25 avril. Au cas où le refus de licenciement serait annulé, une nouvelle enquête de l'inspection du travail aurait donc lieu concernant l'accusation de « séquestration » qui date de la grève d'Asnières-Châtillon-Clamart de 2010.

Les militantEs de SUD Poste 92 se préparent au pire des cas : qu'un licenciement de Gaël finisse par être prononcé. Mais ils ont expliqué au rassemblement à Versailles qu'ils allaient se donner les moyens pour que Gaël et Sud Poste 92 continuent d'intervenir dans les centres postaux (et ailleurs) quoi qu'il arrive, et que ce sont aux travailleuses et aux travailleurs de choisir leurs représentants syndicaux, et à personne d'autre !

Correspondant

MIN DE RUNGIS (94) « L'objectif est d'obtenir
une carte de séjour pour tous »

Entretien. Depuis jeudi 16 mars à l'aube, avec l'UD CGT du Val-de-Marne, une centaine de travailleurs sans papiers en grève occupent la Tour Semmaris du Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis. Ils revendiquent leur régularisation. Ces sans-papiers travaillent dans des secteurs (intérim, nettoyage, agroalimentaire, etc.) où ils sont indispensables. Ils paient leurs impôts, ils cotisent à la Sécu, mais n'ont aucun droit. L'État est l'actionnaire majoritaire de la société Semmaris qui gère le MIN, ce qui souligne d'un jour cru la responsabilité du gouvernement qui a mis en œuvre la loi Cazeneuve de 2016 en imposant un CDI pour l'obtention de la carte de séjour d'un an, alors même que le CDI devient inaccessible pour des millions de travailleurs français privés d'emploi ! Nous avons rencontré **Philippe Jaloustre**, responsable de la commission Migrants de l'UD, qui vit en immersion et occupe nuit et jour les lieux avec les grévistes.



DR

Comment s'est construite la mobilisation ? Quelles difficultés a-t-il fallu surmonter ?

Pour en arriver là, une période de préparation d'un an a été nécessaire. Mais rien n'aurait été possible sans les luttes antérieures de 2008, 2009, 2010 qui ont permis la régularisation d'un millier de travailleurs, avant que la loi Cazeneuve ne vienne durcir les conditions d'obtention de la carte de séjour. Les difficultés sont nombreuses. Déjà, les gars travaillent dans des entreprises différentes et occupent des boulots très divers. Mais surtout ils ne sont pas là par hasard : ils viennent ici pour faire vivre leurs familles restées au pays.

Ce sont les familles (et parfois un village) qui se sont cotisées pour leur permettre de venir jusqu'ici, et elles attendent qu'ils leur envoient de l'argent, ce qui exerce sur eux une pression permanente qui peut les conduire parfois à accepter n'importe quelles conditions de travail. Lorsqu'ils se sont mis en grève, il a fallu qu'ils obtiennent l'accord de leurs familles... Et puis, ce n'est pas tout de se mettre en grève : il faut pouvoir tenir avant que des solidarités se mettent en place. Ils ont constitué une caisse de grève et ont attendu d'avoir de quoi tenir 3-4 jours avant de se lancer. Après, la solidarité a pris le relais.

Comment s'organise la solidarité ? Quelle est l'implication des autres forces syndicales et politiques ?



À Rungis, des papiers pour tous ! DR

Lorsque ce champignon a poussé, tout le monde a été surpris, aussi bien dans notre camp que dans le camp d'en face. Mais la réaction a été immédiate : en 24 heures, la solidarité s'est mise en place. Elle vient de partout. Principalement de la CGT : c'est elle qui est à l'initiative du mouvement, c'est un fait. Elle vient notamment des UL et des syndicats d'intérim, mais aussi des partis politiques, de certaines municipalités : dès le premier soir, chacun a eu de quoi dormir dans un sac de couchage, du matériel de cuisine est arrivé,

de quoi manger, faire du café, de l'argent, etc. Tout le monde s'y est mis. On a de quoi tenir. Du côté des autres syndicats, on a aussi reçu le soutien des UD Solidaires et FO du Val-de-Marne qui ont publié des communiqués.

Comment sont gérés les dossiers de régularisation ?

C'est un gros boulot qui occupe une dizaine de camarades toute la journée. Lorsqu'on a commencé, on avait 105 dossiers de constitués : ceux qui sont partis en grève. Aujourd'hui, il y en a 126 et autant de grévistes. Depuis qu'ils sont en grève, ils ont du temps pour compléter leurs dossiers. Maintenant que les négociations ont commencé, nous venons avec une liste de 126 noms. C'est la liste définitive. À présent, elle est close.

Où en sont les négociations ?

L'objectif est d'obtenir une carte de séjour pour tous ces travailleurs, et dans l'immédiat, pour tous, un récépissé avec autorisation de travailler. Lorsqu'on les aura obtenus, on lèvera le piquet. Des négociations ont commencé avec la préfecture et les patrons concernés. Il faut obtenir de ces derniers les attestations de concordance de l'employeur et le CERFA pour les travailleurs qu'ils emploient. En fait, notre interlocuteur est la Semmaris, c'est elle qui se charge d'obtenir les documents auprès des différents patrons. Les choses avancent, mais je ne peux pas t'en dire plus à l'étape actuelle... L'occupation peut durer très longtemps, et en face, ils le savent. Lorsque la préfecture ou la Semmaris veulent nous voir, ils se déplacent, ça n'est pas nous qui allons chez eux. Le rapport de forces est en notre faveur, nous pouvons gagner.

Propos recueillis par Jacky Bru

JUSTICE FISCALE

McDonald's doit passer à la caisse !

Le mercredi 5 avril est organisée une journée de mobilisation contre McDonald's qui s'inscrit dans le cadre de la semaine mondiale d'actions pour la justice fiscale.

La CGT de la chaîne de restauration rapide, l'Unef, l'association ReAct mais aussi Attac, SUD Commerce et le MNCP ont décidé d'unir leurs forces dans un collectif baptisé « McDo passe à la caisse ! » pour faire ravalier son sourire au clown Ronald.

Les revendications sont portées de longue date : un salaire minimum à 13 euros de l'heure (sur le modèle des 15 dollars revendiqués outre-Atlantique), l'instauration d'un 13^e mois et la relocalisation des profits de l'entreprise.

En effet, bien qu'ayant réalisé 5 milliards d'euros de vente en

France, l'enseigne y paie très peu d'impôts en recourant à l'optimisation fiscale : ses restaurants, massivement franchisés, paient des loyers et des redevances à des filiales luxembourgeoises, pays à la

fiscalité idéale... Des contributions qui peuvent représenter jusqu'à 24% du chiffre d'affaires.

McDo, paie tes impôts, paie tes salariéEs !

Résultat, des milliers de salariéEs sont non seulement privés de Comité d'entreprise mais aussi du versement de la participation, obligatoire dans les entreprises qui réalisent des bénéfices (selon une formule mis en place sous de Gaulle), et donc des fruits de leur travail. Pourtant, la majorité d'entre eux travaillent à

temps partiel avec le SMIC horaire comme salaire de référence. Ils n'ont évidemment ni prime pour le travail de nuit ni pour celui du dimanche, ce qui explique le turn-over important et la difficulté à s'organiser.

Malgré tout, des grèves se couent à intervalle régulier les unités comme à Cergy-Pontoise, Marseille ou Gare de l'Est dernièrement. Soyons donc nombreux le 5 avril à partir de 18 heures dans les McDo de toute la France pour un « happy hour fiscal » : les bénéfiques, c'est sur place, pas à emporter !

LD



LINKY

Résistance !

Des représentantEs de 200 collectifs anti-Linky et Gazpar sont venus le mercredi 22 mars à Paris pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle qui s'exprimaient devant 800 maires rassemblés par l'Association des maires de France (AMF). Philippe Poutou, un délégué de Mélenchon et Dupont-Aignan ont été les seuls à aller à leur rencontre...

Stéphane Lhomme, animateur du mouvement : « Depuis début 2016, de plus en plus de citoyens, individuellement ou sous forme de collectifs, mais également

des conseils municipaux (344 sur les 800 communes envahies par Enedis), se positionnent contre l'installation de ces compteurs. (...) On constate que les compteurs disjonctent, les gens

L'incendie criminel qui avait touché le foyer Coallia de Boulogne-Billancourt dans la nuit du 15 au 16 décembre dernier, aura été le déclencheur d'un regain de mobilisation des foyers. Une tragédie qui aura coûté la vie à Fisseynou Traoré, un résident malien de 40 ans, et qui a aussi blessé 14 personnes. Dans le complet dénigrement, le ministère de l'Intérieur s'est alors livré à une campagne d'intox, refusant d'y voir un acte criminel raciste, allant même jusqu'à insinuer qu'il pourrait être l'œuvre d'un résident ! Accusation calomnieuse et fantaisiste dénoncée par les délégués du foyer. Il faut dire que ce foyer n'est en odeur de sainteté ni pour les pouvoirs publics ni à la mairie. En conflit avec leur bailleur Coallia, les résidents exigeaient la réouverture de leur cuisine collective fermée arbitrairement pour « raisons d'hygiène ». Une grève des loyers était également en cours contre leurs prix exorbitants (250 euros par lit dans une cellule de 15m² partagée à 3). Par ailleurs, l'équipe municipale manifeste depuis très longtemps son hostilité à la présence du foyer. Comme le résume un délégué, « on est entourés d'immeubles chics et la mairie veut nous faire déloger »... Indigné par l'incendie criminel de Boulogne, conscients d'affronter dans de nombreux foyers des conditions de vie et des attaques similaires de la part des autorités et de leurs larbins, plus de 500

FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Un vent de révolte gronde !

Ils étaient venus nombreux à la Marche pour la justice et la dignité du 19 mars, pour manifester leur colère. Par petits groupes ou derrière les banderoles de leurs collectifs, les résidents des foyers de Paris et de banlieue se sont saisis de l'occasion pour exprimer leur ras-le-bol des conditions d'hébergement et de la répression dont ils sont les victimes.

résidents venus de foyers parisiens et de banlieue s'étaient donné rendez-vous le 24 février dernier pour manifester de la place de la Bastille jusqu'au siège de Coallia, accompagnés de leurs soutiens Copaf, Fasti, DAL, Droits devant ! etc. Cela pour exiger que lumière soit faite sur l'origine de l'incendie, et pour y porter leurs revendications.

Construire les convergences antiracistes

Les revendications peuvent se résumer en une formule : « Pour une vie collective et digne ». La politique des différents bailleurs – Coallia, Adoma, Adef – est la même dans tous les foyers : fermer les lieux collectifs (cuisines, salles de restauration, salles de télé, de jeux ou de réunions), instaurer des contrôles d'accès, mettre des vigiles... Ils veulent casser tout espace de vie collective et briser l'autonomie de gestion des résidents. Les cuisines collectives des foyers doivent être réouvertes : ce sont des lieux conviviaux et solidaires



La colère est dans la rue. DR

où résidents comme habitantEs du quartier peuvent se restaurer (bien mieux et plus sainement que dans un fast-food...) pour quelques euros. Le prix des loyers doivent être bloqués, et si besoin réduits après négociations avec les délégués directement élus par les résidents, et non désignés par les bailleurs ! Dans leurs revendications, les habitants des foyers n'oublient pas non plus la régularisation de tous les sans-papierEs !

La mobilisation continue : samedi 1^{er} avril, les résidents de nombreux foyers seront présents à l'appel des mouvements sociaux « Nos droits, contre leurs privilèges »¹. Après le succès de la Marche pour la justice et la dignité, il est urgent de ne pas baisser la garde et de développer les convergences entre toutes les composantes du mouvement antiraciste. Les luttes des foyers en font partie !

Alain Pojolat

1 – À 15h place de la République à Paris.

NARBONNE (11) Les raisins de la colère ?

Même si la participation n'a pas atteint le niveau espéré par le syndicat des vignerons de l'Aude, ce dernier peut se targuer d'un succès : plus de 2 000 manifestants ce samedi 25 mars alors que le département compte 5 000 exploitations viticoles.

Adhérent à la FNSEA mais revendiquant son autonomie, le syndicat a su donner une expression à la colère des viticulteurs. Quelques maires de droite étaient présents mais discrets, l'absence des élus socialistes était en revanche flagrante dans un département qu'ils dirigent... Après l'évocation de la révolte vigneronne de 1907, les orateurs ont dénoncé la concurrence des vins espagnols dont les importations augmentent, facilitées par les bas salaires et l'absence de normes, ainsi que l'attitude des négociants. Mais si les chiffres sont exacts, les importations concernent des vins en vrac, sans IGP ni cépage, des vins courants dont la consommation en France



À Narbonne samedi 25 mars, les viticulteurs prennent place... DR

est faible : traquer les bouteilles dans les rayons des supermarchés est inutile, la plupart des importations repart après coupage vers d'autres pays.

En concurrence

C'est le nœud du problème : il s'agit d'abord d'une guerre commerciale pour placer des vins à bas prix sur les marchés

émérgents. La Confédération paysanne – qui avait pris la décision discutable de boycotter la manifestation – a souligné à juste titre le risque de vouloir « faire pisser » la vigne, perdant le bénéfice de la politique de qualité. Il reste que, faute d'une alternative anticapitaliste crédible, beaucoup, se sentant lâchés par un PS auquel allait traditionnellement leur vote, à se tourner vers les fausses solutions du protectionnisme, même dans un secteur où la balance commerciale est très excédentaire. Les opérations revendiquées contre des citernes espagnoles étaient là pour appuyer la menace de nouvelles actions musclées, menace alternée avec des appels à la raison et à l'aide des pouvoirs publics. Sans qu'on ne sache au juste s'il s'agit de débordements ou d'un partage des rôles, le saccage du rayon vin d'un supermarché par une cinquantaine de cagoulés juste après la dispersion n'est pas rassurant.

Gérard Florenson

SOUS-TRAITANCE Le Conseil constitutionnel chouchoute les multinationales

À l'évidence, les morts du Rana Plaza ne comptent pas pour le Conseil constitutionnel (CC), au regard des intérêts des multinationales...

La mort au Bangladesh en 2013 de 1 100 ouvrières et ouvriers lors de l'effondrement de l'immeuble du Rana Plaza – qui abritait des ateliers textiles de marques telles que Mango, Benetton ou Auchan – avait provoqué une vague universelle d'indignation.

Aussi, une proposition de loi avait été déposée devant le Parlement français obligeant les multinationales françaises (150 entreprises de plus de 5 000 salariés) à établir un plan de vigilance pour s'assurer que leurs sous-traitants ou fournisseurs à l'étranger respectent les droits humains et environnementaux fondamentaux. Pour assurer le respect de ces obligations, la loi prévoyait un mécanisme de sanctions graduées pouvant aller jusqu'à des amendes.



« Personne ne devrait mourir pour la mode »... Qu'en pense le CC ? DR

Dès son adoption, ce texte a suscité la fureur du Medef, et des députés des Républicains se sont chargés de déposer un recours devant le CC. Résultat : le Conseil a validé la loi... mais l'a vidée de sa substance en supprimant la possibilité d'une amende. Le Medef s'est immédiatement réjoui de cette décision, évoquant par la voix de l'un de ses porte-parole « une décision (qui) nous rassure un peu sur les conséquences très néfastes que cela aurait pu avoir sur l'économie française dans sa globalité ».

Avoir un bon copain...

Une fois de plus, le CC se révèle être un allié du patronat. À plusieurs reprises ces derniers mois, il l'avait déjà été en matière fiscale.

Ainsi, en octobre 2016, il a mis son veto à un décret instituant un registre public des trusts dont au moins un des bénéficiaires serait imposable sur le territoire français (le trust permet à un individu ou à une entreprise de transférer à un administrateur le contrôle de son patrimoine, un dispositif largement utilisé à des fins d'évasion fiscale...). En décembre dernier, il a censuré un article de loi sur le reporting public « pays par pays », c'est-à-dire l'obligation pour les multinationales de donner des informations sur leurs activités à travers le monde.

Et toujours en décembre, il y a eu censure de la « taxe Google » votée par les parlementaires dans le cadre du budget 2017, taxe qui visait à obliger toute entreprise qui réalise des activités et des profits en France... d'y payer des impôts.

Henri Wilno

doivent prendre des abonnements plus chers. (...) Il y a deux problèmes graves, c'est la captation d'informations sur la vie privée, informations qui vont être utilisables à des fins commerciales ou policières ; et il y a la question sanitaire, avec l'émission d'ondes électromagnétiques qui sur le long terme mettent en cause la santé de la population. Nous ne demandons même pas l'annulation de ce programme de compteurs communicants, nous demandons le respect de la volonté des communes et des habitants qui ne veulent pas des compteurs.

La loi de transition énergétique dit que les compteurs doivent être remplacés par les compteurs Linky, mais la loi peut être contradictoire : il faut savoir que les compteurs appartiennent aux communes et elles ont le droit de préserver

leur patrimoine. On a donc entamé une bataille juridique et nous avons bon espoir de gagner. Par ailleurs, plus de la moitié des compteurs sont dans les logements, et l'habitant, qu'il soit propriétaire ou locataire, a le droit de refuser l'accès de son logement à qui il veut et dans ce cas aux installateurs de Linky. Et la loi les protège. »

On a raison de refuser ces compteurs !

Ils coûtent cher : le remplacement (de compteurs qui fonctionnent...) est estimé par Enedis (ex-Erdf) à 7 milliards d'euros qui seront répercutés sur nos factures : environ 200 euros par foyer. Leur danger pour la santé exige l'application du principe de précaution. L'OMS a officiellement classé les ondes électromagnétiques « cancérigènes possibles ».

Et c'est le règne du Big Data... ou de Big Brother ! Selon la Cnil, « les compteurs Linky sont techniquement capables de recueillir (...) un relevé de la consommation de l'abonné, avec un pas de mesure de 10 minutes. Ces données permettent de déduire des informations sur les habitudes de vie des consommateurs ». Ces données, c'est un marché mondial de milliards de milliards d'euros. Ce marché veut savoir à quelle heure vous regardez la télé, si vous vous couchez tard, si votre réfrigérateur consomme trop... Face aux refus de ces compteurs, Enedis réagit avec une violence incroyable et des méthodes mafieuses². Mensonges, intimidations, violences, violation de domicile, et même appel à la gendarmerie pour relever les numéros des voitures des participants à une réunion

dans un village ! Il faut lire l'enquête de Reporterre à Niort³ : « il y a les coups de téléphone, émanant d'Enedis ou de ses sous-traitants. Jusqu'à 10 voire 15 par jour. Les installateurs cherchent à obtenir un rendez-vous avec les personnes dont le compteur est "inaccessible". (...) en usant de menaces : "Votre facture d'électricité va augmenter", "La pose du compteur va devenir payante", "On va vous couper l'électricité", etc. » L'idée a été lancée d'une grande journée d'action, avec des manifestations partout en France le même jour à la même heure.

Commission nationale écologie

1 – refus.linky.gazpar.free.fr/rassemblement-stop-linky-paris.htm

2 – refus.linky.gazpar.free.fr/methodes-voyous.htm

3 – https://reporterre.net/Face-aux-methodes-brutales-pour-imposer-le-compteur-Linky-la-resistance-grandit



À Niort, un compteur « protégé » par une chaîne, recouvert d'un tract et d'un double de la lettre de refus envoyée à Enedis... DR

CENTRAFRIQUE**Quand l'État français couvre les pires pratiques de ses soldats**

C'est un scandale important... que les autorités judiciaires françaises s'apprentent à recouvrir en classant le dossier « sans suite ». Mardi dernier, 21 mars, le parquet de Paris a annoncé qu'il allait requérir un non-lieu pour les militaires français de l'opération « Sangaris » soupçonnés d'avoir commis des dizaines de viols sur des enfants en Centrafrique.

L'opération « Sangaris » de l'armée française avait débuté le 5 décembre 2013 en République centrafricaine (RCA) et s'est officiellement terminée en 2016, des troupes des Nations unies ayant pris le relais. L'intervention française fut, à l'époque où commencèrent les opérations, officiellement justifiée par la nécessité de stopper des massacres entre groupes de population (désignés comme « chrétiens » et « musulmans »), qui faisaient suite à des affrontements entre les milices de la Séléka et des anti-Balaka. Cependant, puisque certains « chrétiens » voyaient la France comme une puissance protectrice plus que comme une force neutre, la présence de l'armée française, au moins dans certains endroits, a plutôt jeté de l'huile sur le feu... En de nombreux lieux, le conflit s'est depuis éteint. Ailleurs, le feu couve toujours sous les cendres... En 2013 et 2014, ce sont a priori des dizaines d'enfants qui ont été violés par des soldats de l'opération « Sangaris ». Suite à des révélations dans la presse, les autorités judiciaires ont ouvert une enquête, et trois juges d'instruction ont été nommés en mai 2015. Quinze enfants (des deux sexes) qui se sont dit victimes de viols ou d'attouchements sexuels, parfois contre de l'argent ou de la nourriture, ont été auditionnés. Les enquêtes visant des militaires français pour des faits commis en opération relèvent uniquement de la compétence d'une formation spécialisée du TGI (tribunal de grande instance) de Paris. Le Tribunal pénal aux armées (TPA), auparavant compétent, a été dissous et ses dossiers transférés en 2011 au TGI de Paris. Or, la procédure (basée sur l'article 689 et suivants du code de procédure pénale) prévoit que seul le procureur de la République peut engager les poursuites. Des victimes individuelles pourront demander des réparations sous forme d'une action civile (article 689-2), en se portant partie civile, mais ne pourront pas engager l'action publique. Autrement dit, elles ne pourront pas déclencher les poursuites.

Juge et partie...

S'agissant d'actes commis en opération extérieure (hors du territoire français), l'enquête est toujours confiée à un organe unique, appelé la gendarmerie prévôtale (GP). Celle-ci semble ici avoir enquêté largement en faveur des militaires mis en cause. Les associations qui avaient soutenu les victimes – « Innocence en danger » et « Enfance et partage » – se sont d'ailleurs révoltées contre la façon dont l'enquête s'est conclue, et ont produit un document de 68 pages pour demander une réouverture de l'enquête. Jusqu'ici en vain... Les autorités judiciaires prétendent ainsi qu'aucun militaire n'aurait pu être individuellement identifié comme auteur d'actes répréhensibles. Or, un militaire surnommé « Batman » a par exemple été mis en cause parce que six vidéos à caractère pédopornographique ont été trouvées sur son téléphone portable... Mais les enquêteurs ont conclu que « l'intéressé ne correspond pas au profil habituel des pédophiles » ! Par ailleurs, le témoignage d'un enfant a été considéré comme pas crédible, car (comme l'écrivent les enquêteurs) « le militaire en cause, de race blanche au début de l'audition de la GP, devient noir à la fin de l'audition ». Or, le mis en cause a bien été décrit comme un métis d'origine antillaise. L'enfant, rapporte Mediapart, s'était très clairement exprimé, disant qu'il était « à la fois blanc et à la fois noir »... La parole des enfants étant discréditée, le scandale peut être étouffé. Et l'armée française peut continuer à œuvrer...

Bertold du Ryon**IRAK Mossoul, ville martyre**

Les opérations militaires soutenues par les États-Unis pour chasser Daesh, « l'État islamique » (EI), de la ville de Mossoul entrent maintenant dans leur sixième mois.



Des déplacés irakiens arrivent au camp de Hamam al-Alil le 20 mars dernier. DR

L'État islamique a été délogé de la plus grande partie de la ville. L'ensemble de l'est et environ la moitié de l'ouest de la ville sont sous contrôle des forces armées gouvernementales irakiennes, avec l'assistance des milices paramilitaires du Hachd al-Chaabi (« mobilisation populaire »). Les opérations militaires des deux dernières semaines ont néanmoins été ralenties, car les combats se déroulaient dans la vieille ville aux ruelles étroites, tandis que les combattants de l'EI résistaient féroce ment en utilisant des moyens multiples comme les voitures piégées et les snipers. Il y aurait 400 000 habitants dans la vieille ville, et environ 600 000 personnes se trouvent dans les zones encore tenues par l'EI, qui représentent environ 60% de Mossoul-Ouest. Le mercredi 22 mars s'est tenue à Washington une réunion des pays de la coalition internationale luttant contre l'EI en Syrie et en Irak, devant laquelle le secrétaire d'État américain

Rex Tillerson a promis l'éradication de cette « force mondiale du mal » et l'élimination prochaine de son chef Abou Bakr al-Baghdadi. Deux jours plus tôt, le 20 mars, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi avait affirmé qu'il avait obtenu des garanties de soutiens supplémentaires des États-Unis lors de discussions avec le président Donald Trump et ses conseillers à Washington.

Des pertes civiles par milliers...

Mais à Mossoul, les civils continuent de souffrir. Les combats depuis le début de l'offensive en octobre ont déplacé jusqu'à 355 000 personnes, tandis que le bilan des morts civils est estimé à environ 3 500. Les bombardements de l'aviation des États-Unis y participent. Environ 230 personnes auraient été tuées dans une frappe aérienne de la coalition sur un quartier tenu par l'EI à Mossoul en début de semaine dernière. À la suite de cet acte, les forces gouvernementales irakiennes ont décidé le samedi

25 mars de suspendre les opérations militaires en raison du nombre élevé de victimes civiles. Une stratégie moins coûteuse en pertes civiles est à l'étude...

Les pertes civiles causées par les bombardements de l'aviation états-unienne ne s'arrêtent pas à l'Irak. La même semaine, plus de 40 civils ont été tués en Syrie dans des raids aériens dirigés par les États-Unis, dont les troupes toujours plus nombreuses, un millier de soldats, participent à des opérations contre les forces de l'EI dans le nord du pays au côté des Forces démocratiques syriennes dominées par la branche armée du PYD kurde, le YPG. Quelques jours plus tôt, le 16 mars, plus d'une quarantaine de civils ont été tués, y compris des enfants, et plus d'une centaine ont été blessés dans le village d'Al Jina près d'Alep, à la suite d'un raid aérien américain qui avait frappé la mosquée Omar ibn al-Khattab dans lequel les habitants s'étaient réunis pour la prière du soir.

Contre le fondamentalisme et les interventions impérialistes, soutien aux peuples !

L'ONG Airwars, qui comptabilise les victimes civiles causées par les attaques aériennes au Moyen-Orient, indique que la campagne aérienne contre l'EI a jusqu'à présent tué au moins 2590 civils en Irak et en Syrie depuis 2014. Entre le 1^{er} janvier et le 15 mars 2017, Airwars a déjà signalé 245 frappes aériennes de la coalition menée par les États-Unis touchant des civils, une moyenne d'environ trois cas par jour. Auparavant, en 2015, l'ONG avait comptabilisé 261 cas et en 2016, ce chiffre était passé à 454. L'intensité des bombardements depuis le début de l'année 2017, notamment autour de Raqqa et de Mossoul, est sans précédent selon l'organisation. Dans la « guerre contre le terrorisme », le nouveau président Trump s'avère encore plus radical que son prédécesseur Obama, qui n'était déjà pas regardant sur les dommages collatéraux et pertes civiles dans les opérations extérieures de ses troupes. Fin janvier, Trump a par exemple demandé à l'armée américaine d'établir un nouveau plan militaire, dans lequel il appelait à des « changements sur toutes les règles d'engagement des États-Unis et autres restrictions politiques américaines qui dépassent les exigences du droit international concernant l'usage de la force contre l'EI »...

Le mépris pour les victimes civiles et autres dommages causés dans cette « guerre contre le terrorisme » est patent et nourrit le discours des organisations fondamentalistes religieuses tel que Daesh ou al-Qaïda. Tout en nous opposant radicalement à ces dernières, il faut condamner clairement les interventions militaires occidentales et autres dans la région, comme celle de la Russie en Syrie : celles-ci s'inscrivent dans des logiques impérialistes et de maintien de systèmes politiques autoritaires et injustes, et qui s'opposent à l'autodétermination des peuples de la région et à leurs luttes pour leur libération.

Joseph Daher

1 – Voir <https://npa2009.org/actualite/international/irak-loffensive-militaire-sur-mossoul-avance-les-problemes-politiques>

OTAN Le bras armé des USA et de leurs alliés

L'Allemagne « doit d'énormes sommes d'argent » à l'Otan et aux États-Unis qui lui « fournissent une défense très puissante et très coûteuse »... Cette attaque en règle de Trump vise aussi les 27 autres États membres de l'Otan et exprime la volonté des USA de faire pression sur leurs alliés pour qu'ils renforcent leur dispositif militaire.

Ce discours n'est pas nouveau. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, le rappelait : « On entendait ce discours lors de la 3^e présidence Bush, puis sous Obama : l'idée que les États-Unis payent trop et qu'il y a un sous-investissement en matière de défense des Européens ». La pression est devenue plus forte du fait des difficultés propres des USA et de la montée des tensions et des périls. Du fait aussi de l'éventuelle évolution des relations avec Poutine, alors que l'Otan se redéploie dans les pays de l'Est en particulier la Pologne. Le chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson, plutôt que de participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan les 5 et 6 avril à Bruxelles, se rendra en Russie : une première. Il rencontrera cependant ces mêmes ministres des Affaires étrangères lors d'une réunion de la coalition internationale de lutte contre l'État islamique, et Trump a annoncé sa participation à la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan le 25 mai.

Ce sera l'occasion pour les USA de dire comment ils envisagent « l'adaptation de l'Otan au nouvel environnement sécuritaire, y compris le rôle joué par l'Otan dans la lutte contre le terrorisme, et de l'importance d'une augmentation des dépenses de défense et d'un meilleur partage du fardeau ».

Hollande dans les pas des USA...

Les États-Unis prennent en charge le plus gros des moyens de défense du monde occidental, soit 72% de l'ensemble de ces dépenses, à partir de leur budget militaire colossal. En 2016, celui-ci était de 622 milliards de dollars, soit 3,61% du produit intérieur brut. Chaque État membre s'est engagé à hisser sa part de dépenses militaires à 2% de son PIB d'ici 2024, alors que la moyenne des pays européens membres de l'Otan plafonne à 1,47%. La France est à 1,79%, l'Allemagne à 1,2%. Cette dernière veut aussi son indépendance militaire, et le supplément de dépenses annoncé n'aurait pas forcément vocation à financer l'Alliance atlantique mais



L'Otan, un logo en forme de viseur... DR

d'autres missions, en particulier dans le cadre de l'ONU. Hollande, lui, a suivi la même orientation que Sarkozy qui avait décidé de réintégrer le commandement suprême de l'Otan en 2009. Il a joué les bons élèves en alignant la politique de la France sur celle des USA, en particulier vis-à-vis d'Israël et du Moyen-Orient. Il entend respecter la décision de consacrer 2% du PIB au budget militaire, sans cesse répétée et exigée par les dirigeants de l'Otan.

Cela représenterait une augmentation de 30% du budget de la Défense... au moment où les budgets sociaux sont à la baisse, que la pauvreté s'étend et que les inégalités se creusent... Il y a urgence à mettre un terme à cette politique militariste orchestrée par l'Otan, au gaspillage de milliards pour le seul bénéfice des trusts de l'armement, au service d'une politique impérialiste contre les peuples, en particulier en Afrique. **Yvan Lemaître**

DVD

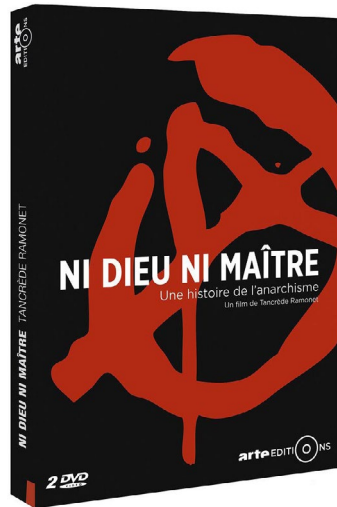
Ni dieu ni maître. Une histoire de l'anarchisme, Tancrède Ramonet

Coffret 2DVD, éditions Arte, 2016, 35 euros

Né au début du 19^e siècle avec l'industrialisation, l'anarchisme a maintenant deux siècles. Les anarchistes tentèrent au sein du mouvement ouvrier de « concilier le maximum de liberté avec le maximum d'égalité », comme le dit l'essayiste et anarchiste canadien Norman Baillargeon.

On commence avec Proudhon, qui sera le premier à théoriser les bases de l'anarchie, faisant le lien entre État, gouvernement et capitalisme, et lance la formule encore célèbre « la propriété, c'est le vol ». Puis vient Bakounine qui poussa ces théories vers une pensée révolutionnaire, prônant l'insurrection. Les anarchistes deviennent le courant dominant dans le mouvement ouvrier. On les retrouve dans les mouvements de masse qui émaillent le 19^e siècle en Europe, en particulier dans la Commune de Paris. L'anarchisme traverse ensuite la Manche, dans les bagages des migrants en partance pour les États-Unis, en particulier à Chicago qui a besoin de main-d'œuvre pour ses trois principales industries : le béton, l'acier, la viande. C'est d'ailleurs

de là que viendra le 1^{er} Mai comme fête internationale des travailleurs, suite à une manifestation en 1886 pour les 8 heures de travail après laquelle des ouvriers seront accusés d'avoir lancé une bombe et seront condamnés à mort. En France, Louise Michel, gagnée à l'anarchisme, aurait inventé l'emblème des anarchistes, le drapeau noir. Car durant longtemps, c'est le drapeau rouge (et l'Internationale) qui sera leur emblème. Viennent ensuite les tenants de la « propagande par le fait », puis Ravachol et ses bombes artisanales. Ces attentats déclenchent alors des débats intenses dans les mouvements anarchistes. Car les attentats se multiplient en Europe, et des têtes couronnées et des responsables de gouvernements tombent un peu partout. 21 États se réunissent en 1898 à Rome et jettent alors les bases

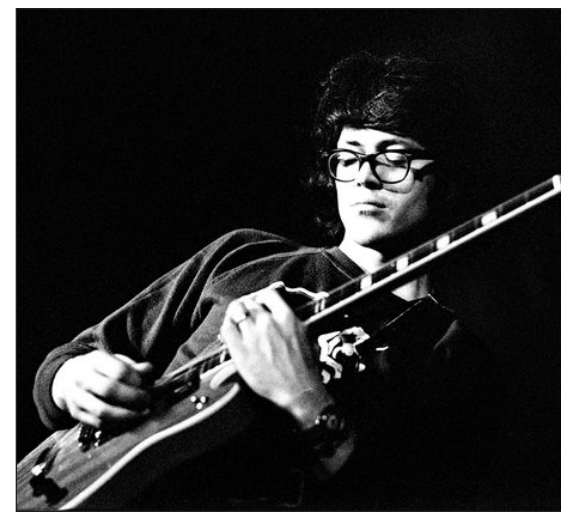


de ce qui deviendra Interpol, afin de lutter contre ces « terroristes ». À la fin du 19^e siècle, nombre d'anarchistes se détournent de cette stratégie et prônent un retour dans les masses. Le syndicalisme révolutionnaire est né. Les bourses du travail en seront l'un des principaux outils. Lieux de lutte et surtout de formation, Fernand Pelloutier en sera le grand propagateur, lui qui voulait « donner à l'ouvrier la science de son malheur ».

« Un monde nouveau »

Le documentaire nous amène aussi du côté du troisième grand courant de l'anarchisme : l'individualisme. Proposant un autre mode de vie, les individualistes développeront des colonies un peu partout dans le monde... sans que cela ne donne au final grand chose. Puis on parcourt la première moitié du 20^e siècle dans ce que le réalisateur Tancrède Ramonet raccroche au mouvement anarchiste : en 1911 au Mexique avec Enrique et Flores Magon au nord et Zapata au sud. En 1917, avec Makhno et les marins de Kronstadt, dont l'élimination écrira les pages les plus noires de la Révolution russe. Ou encore l'Espagne des années 1930 et ses 1,5 million de membres réunis au sein de la CNT avec sa figure la plus emblématique, Buenaventura Durruti, qui déclarait peu avant de mourir : « Nous n'avons pas peur des ruines, car nous portons en notre cœur un monde nouveau. » Dans ce coffret documentaire construit sur une riche iconographie et des films d'archives, on trouve aussi de nombreux témoignages d'intellectuels et militants anarchistes. À travers deux épisodes de 90 minutes, on suit l'histoire du mouvement ouvrier vu du point de vue des anarchistes. Avec quelques bonus captivants (en particulier « Anarchie en Mandchourie ») et un livret riche de nombreux textes des penseurs anarchistes. Passionnant. **Pierre Baton**

Musique



Larry Coryell, grand guitariste du jazz fusion, est mort

Musicien progressiste et avant-gardiste, l'Américain avait révolutionné l'art de la guitare dans le jazz, en mariant des éléments de rock, de blues et de free jazz. Larry Coryell était l'un des deux guitaristes essentiels du jazz fusion avec John McLaughlin. Il est mort le 19 février dernier à l'âge de 73 ans à New York. Le musicien américain venait de donner deux concerts à l'Iridium, un club de jazz new-yorkais. Parmi les nombreux albums de ce musicien qui a renouvelé l'art de la guitare jazz, citons *Spaces* (1969), sur lequel jouait avec lui le pianiste Chick Corea et John McLaughlin ou *Barefoot Boy* (1971), autre référence majeure dans son œuvre. En 1973, il avait fondé The Eleventh House en compagnie, notamment, du batteur Alphonse Mouzon. Ce groupe restera comme l'un des groupes phares du genre avec Weather Report de Wayne Shorter et Joe Zawinul, Chick Corea et Herbie Hancock. En 1979, le trio de guitare d'anthologie qu'il forma avec Paco de Lucia, maître du flamenco, et John McLaughlin connut un grand succès dont il reste des enregistrements historiques. En proie à des problèmes avec la drogue, Larry avait dû être remplacé au début des années 1980 par Al Di Meola. En 2007, il écrivit une émouvante biographie, *Improvising : my life in music* (non traduite en français) où il expliquait comment, avec McLaughlin, ils voulaient être « les leaders d'un mouvement combinant le jazz dans toute son intégrité avec l'excitation du rock ». Au fil des ans, la musique de Larry avait gagné en abstraction et accompagnait ses croyances bouddhistes. Il était néanmoins resté un militant discret des droits civiques aux États-Unis. Il aborda directement cette question dans son album *Montgomery* (2011). Coryell était reconnaissable à ses lunettes à montures noires épaisses qu'il garda tout au long de sa carrière. Un peu oublié en Europe, il gardait une grande notoriété au Japon et toutes ses apparitions à New York étaient attendues avec ferveur par ses fans. Adieu Larry. **Sylvain Chardon**

Essai



Boulots de merde!, Julien Brygo et Olivier Cyran

La Découverte, 2016, 18,50 euros

ses clientEs fortunés, en prennent eux aussi pour leur grade. Sont ainsi passés en revue plusieurs secteurs d'activité où la précarisation du travail est la norme, comme la distribution directe dont l'entreprise leader, Adrexo, exploite sans vergogne y compris des retraités sans le sou pour quelques heures de travail par semaine, les spolièrent à travers un système de précomptage des heures de travail, parfois jusqu'à en mourir... C'est aussi le retour de métiers oubliés comme conducteur de rickshaw ou cireur de chaussures, sous le

statut d'auto-entrepreneur qui nous renvoie tout droit au 19^e siècle où, rêve ultime de tout bon capitaliste, le coût du travail, limité à son seul temps d'exécution, est à peine négocié. Le livre se termine sur un vibrant appel à la lutte collective et ne manque pas d'interroger les militantEs syndicaux confrontés à ce phénomène, sur leurs pratiques visant à le dépasser pour mieux organiser ces inorganisableS. Pour joindre le geste à la parole, les auteurs poursuivent la campagne de promotion de leur livre : invitez-les! **LD**

C'est avec esprit de sérieux, derrière un titre volontairement provocateur, qu'Olivier Cyran et Julien Brygo, deux journalistes indépendants, se sont attaqués, à la suite d'années d'enquêtes, en particulier pour le mensuel alternatif *CQFD*, au sujet de la précarisation grandissante du monde du travail. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ça décoiffe. Mais au fait, c'est quoi un boulot de merde? Viennent d'abord à l'esprit les métiers dits en tension car réputés éprouvants, peu ragoutants ou mal payés alors que, à l'inverse, ils remplissent le plus souvent un rôle utile pour la société comme le nettoyage ou la restauration. Le champ de leur investigation englobe aussi des métiers inutiles, guettés par le *bore out*, comme celui de commercial ou de créatif, conçus pour nous vendre au plus vite n'importe quel produit fabriqué n'importe comment. Le trader, qui spéculé à partir du fruit du travail des autres, et le conseiller en optimisation fiscale, qui jongle avec les marges de la loi pour le bonheur de

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

Bande dessinée

Faire la loi. Du sous-sol des ministères aux décrets d'application en passant par l'Assemblée: l'exemple de la loi Macron, Hélène Bekmezian, Patrick Roger (histoire) et Aurel (dessin)

Glénat, 2017, 14,95 euros

Même si vous n'êtes pas familier des arcanes législatives de la très antidémocratique 5^e République ou si celles-ci ne vous semblent pas passionnantes, cette BD vaut toutefois le détour. Très documentée (les auteurs, tous deux journalistes du *Monde*, ont suivi de près la question), elle permet de démonter de façon méthodique le parcours de la fameuse loi Macron et de son non moins fameux auteur... Comme le disent les premiers mots d'ouverture, « Pour faire une loi, il faut être ministre. Pour être ministre en France en 2016, il vaut mieux avoir commencé très tôt à prendre le bon chemin, faire les bons choix, entrer dans les bons moules... et attendre son tour. » Pour (bien) commencer, l'ouvrage est d'abord le portrait d'un arriviste en politique, puis donc de l'élaboration de la loi à laquelle il a laissé son nom. Des réunions interministérielles aux coups de com', de prises de parole à l'Assemblée

nationale aux tractations de couloirs, on assiste à la fabrication intégrale de la loi, racontée à la fois de façon pédagogique, ludique... et éclairante sur le pouvoir et ceux qu'ils servent. Ainsi cet échange édifiant entre le ministre de l'Économie et Hidalgo, maire de Paris (à l'époque opposée à certaines dispositions concernant le travail du dimanche), qui lui reproche les 12 zones touristiques internationales dans Paris situées « comme par hasard dans tous les quartiers où il y a une FNAC ». Ou encore cette discussion entre Macron

et Hamon à la buvette de l'Assemblée nationale à 3 heures du matin afin de négocier le vote des « frondeurs » (qui ne se fera pas). Jusqu'au 49-3, utilisé à trois reprises (!) pour imposer de force la régression sociale. S'appuyant sur le trait du dessinateur de presse Aurel, cette BD est d'une lecture plaisante, voire divertissante (ce qui n'était pas gagné vu le sujet...). À déguster de préférence le dimanche, plutôt que de se faire ses courses... **Manu Bichindaritz**

